

MITTERRAND INVITE LE CNPF A L'ELYSEE

C'EST avec une remarquable constance que le gouvernement courtise le CNPF, et cherche ses faveurs. Comme il aimerait que les patrons cessent la grève des investissements et embauchent. Mais ceux-là ne veulent parler que de charges sociales trop lourdes, de taxe professionnelle à alléger, de subsides d'Etat.

Ainsi Gattaz, le président du CNPF, sera reçu en grande pompe par Mitterrand. C'est la première visite au président depuis la gifle des cantonales. Et c'est le patronat qui en bénéficie... Comme si Mitterrand avait lu à l'envers les résultats du dernier scrutin. Peut-être le PS n'a-t-il pas encore bien compris que c'était la politique sociale du gouvernement, ses concessions aux patrons, qui lui ont coûté tant de voix ?

Les travailleurs cherchent toujours le changement à la loupe dans leurs entreprises. Pas de trace. La bordée d'ordonnances émises lors du premier Conseil des ministres après les cantonales ne fait guère illusion : le temps partiel est lourd de menaces en forme de chômage partiel, et les droits nouveaux sont quelques miettes lâchées aux directions syndicales. Quant à la retraite à 60 ans, elle suscite une levée générale de boucliers syndicaux contre l'ordonnance trop avare.

L'AGACEMENT des travailleurs grandit ; on leur parle de solidarité nationale, de rigueur. Ils ont vu Paris envahi par les paysans, le pays paralysé par les petits patrons camionneurs. Eux ne sont pas descendus dans la rue, ensemble, depuis le 10 mai, qui fait figure de souvenir de famille. Pourtant, ni les occasions ni les luttes n'ont manqué. Mais pour le gouvernement, c'est toujours le mythe fondateur de la grande force tranquille qui prévaut. La force tranquille, est-ce ne pas se mobiliser quand la droite est à l'offensive ? Ce serait tranquillement courir à l'échec. Le PS à cet égard va déplorant la division syndicale, en ce moment. Beau souci.

Mais quand une occasion se présente, celle du 1^{er} Mai, de faire une grande démonstration de force, alors c'est le désert.

La CGT et la CFDT se réservent un mois à l'avance une place dans Paris, surtout pour ne pas se rencontrer. Quant au PC et au PS, leur mutisme montre la peur qu'ils ont de la rue.

Pourtant, cette mobilisation unitaire du mouvement ouvrier, contre la droite et le patronat, pour les revendications, il faudra l'imposer, le 1^{er} Mai.

« JE VOUS AI COMPRIS! »



**Interview de militants
de « Renouveau
communiste »**

p 10

**Que se passe-t-il
dans les hôpitaux ?**

p 8

**Le conflit
des Malouines :
prétextes et réalité**

p 12



REPERES

Psychose du terrorisme et recul gouvernemental

Q U'UN diplomate israélien soit tué à Paris ou qu'une bombe explose dans un train bondé, il n'en fallait pas plus pour que la presse de droite consacre ses manchettes à la « résurgence » du terrorisme. Le but de cette campagne dont la simultanéité montre qu'elle obéit à des motifs politiques ? Un article de P. Beylau, dans le *Quotidien de Paris*, du 3 avril, le laisse entrevoir. « En limitant les activités de la DST, du SDECE et des services de police spécialisés, écrit-il, en procédant dans leurs rangs à des mutations discutables, en les discréditant, (...) en les détournant de la surveillance des "milieux terroristogènes", les autorités ont involontairement affaibli les défenses de l'Etat. »

La chose est donc entendue. Le déchaînement des médias poursuit les mêmes buts que l'offensive actuelle de la droite. En créant de toutes pièces une psychose d'attentats, il s'agit de contraindre le gouvernement à renoncer aux timides réformes qu'il a engagé au plan des libertés, et surtout à s'abstenir de toute modification dans la composition de la haute hiérarchie policière.

« Par aveuglement idéologique et par calcul politique, poursuit Beylau, les autorités ont détourné leur attention du vrai danger — celui d'un terrorisme d'extrême gauche alimenté par certaines fractions palestiniennes et sans doute manipulé en partie par les Soviétiques — pour ne s'attaquer qu'à un terrorisme d'extrême droite pour l'instant heureusement imaginaire. »

On est ici en présence du second objectif du matraquage idéologique : détourner l'attention de l'opinion de certains faits préoccupants. Certains attentats récents — comme celui commis contre le Capitole, conçu pour tuer aveuglément et massivement et toujours pas revendiqué — font irrésistiblement penser à une amorce de « stratégie de la tension » visant, à moyen terme, à déstabiliser la majorité. Hypothèse absurde ? Voire. N'est-ce pas Poperey qui, devant la direction du PS, relevait la coïncidence entre la « guérilla socio-professionnelle » impulsée par la réaction et « une série d'actions plus ou moins violentes, d'où naîtrait une psychose d'insécurité » ?

La plupart des actions terroristes sont condamnables. Les petits groupes qui en sont à l'origine sont souvent isolés de tout mouvement de masse et ne cherchent nullement à sensibiliser les travailleurs à la cause qu'ils prétendent défendre. Par-là même, ils font le plus souvent le jeu des adversaires du mouvement ouvrier. Encore convient-il de distinguer. Certaines initiatives armées relèvent de stratégies erronées (la reprise des attentats par le FLNC en février par exemple) ou paraissent guidées par la révolte devant l'oppression (l'assassinat du diplomate israélien qui était lié aux services secrets de son pays).

Mais d'autres n'obéissent qu'à une logique de la terreur pour elle-même. Et ils ne peuvent qu'être l'œuvre de fous ou d'ennemis des travailleurs. Les réseaux de barbouzes, de nostalgiques de l'OAS, de fascistes, prolifèrent dans ce pays après avoir, pendant 23 ans, bénéficié de protections en haut lieu. Ils sont aujourd'hui disponibles à toutes les provocations.

Mais il ne suffit pas — comme le font les dirigeants du PS — de pointer le danger pour éviter l'impuissance. On ne pourra mettre hors d'état de nuire ces milieux qu'en n'hésitant pas à s'en prendre à ceux qui, pendant tant d'années, ont, dans l'appareil de l'Etat, couvert leurs agissements, et qui continuent à saboter toute investigation en leur direction.

Telle n'est pas la voie choisie par le gouvernement. « Préoccupé par les problèmes de terrorisme et de sécurité », Mauroy vient de décider d'ajourner l'abrogation de la loi Peyrefitte. La campagne réactionnaire a atteint son but et le pouvoir a, sur ce terrain aussi, préféré reculer en conservant des dispositions législatives que toutes les organisations ouvrières avaient dénoncées comme une grave menace pour les libertés.

Christian Picquet

DROITE Pour des élections législatives anticipées après les municipales

Roger Galley, député-maire de Troyes, membre du RPR et ministre sous de Gaulle, Pompidou et Giscard d'Estaing, se montre fort optimiste dans une interview au *Quotidien de Paris*. Il se déclare persuadé que « des élections législatives anticipées légitimeront

avant la fin de la législature. « A partir du moment où le président de la République réalisera que la politique de son gouvernement est rejetée par une large majorité des Français, il n'aura d'autre voie que la dissolution, car la France, aux longues traditions démocratiques, n'est pas un pays que l'on puisse gouverner contre la volonté des Français. A mon avis, la période cruciale se situera après les élections municipales et régionales, au printemps 1983. »

Bien sûr, Robert Galley se garde bien d'expliquer pour-

quoi, lors des dernières cantonales ou municipales, Giscard d'Estaing n'a pas procédé ainsi... Mais laissons là ces rappels pour constater que notre gaulliste expose clairement la tactique politique que compte suivre la bourgeoisie. Guerre d'usure jusqu'aux municipales puis, sur la base des résultats escomptés, guerre ouverte. Il n'est pas le seul à parler ainsi.

Le *Figaro*, très « officiel » organe de la droite, dans son éditorial du mardi 6 avril, tire les leçons des cantonales : « On sait que la division a été, manifestement, une cause de l'échec : l'unité qui a conduit à la victoire aux cantonales en fournit la contre-preuve. C'est une vérité essentielle qu'il importe de rappeler au moment où la déroute du parti socialiste permet d'espérer que l'heure de l'alternance sonnera plus tôt que ne le prévoyaient les stratèges du PS... Les élections régionales et municipales, puis législatives, renvoient momentanément au second plan le scrutin présidentiel qui, sauf trébuchement de l'Histoire, n'aura lieu qu'en 1988. » Visible-ment, l'éditorialiste du *Figaro* aimerait bien que l'histoire trébuche... quitte à multiplier les crocs-en-jambe.

tion politique est très claire : les Français souhaitent que le centre de gravité de la majorité soit vraiment au milieu du dispositif d'ensemble formé par les trois familles de la gauche, au milieu et par ailleurs, il faut remettre l'aiguille au milieu du compteur.

« La majorité, quand elle était large, en mai-juin dernier, c'était une majorité qui s'assumait comme vraiment pluraliste avec trois composantes, et pas seulement avec deux. Il ne faut pas maintenant que la majorité donne l'image d'un pianiste qui ne jouerait que sur les deux tiers du clavier... » Le problème, c'est que l'autre tiers, les politiciens bourgeois du style radical de « gauche » ou Jobert, n'a pas fait beaucoup de voix dans ces élections malgré les cadeaux du PS.

En parlant ainsi, R. Schwartzberg défend son « bout de gras ». Mais pas seulement. Sa déclaration, comme celle de Abadie au soir des résultats qui annonçait sa démission du gouvernement, montre que les politiciens bourgeois au sein du gouvernement jouent leur rôle, sans mâcher leurs mots : ils font pression pour « recentrer... » à droite.



RADICAUX DE « GAUCHE » Recentrer... à droite

A TF1, le président des radicaux de gauche, Roger Schwartzberg, a notamment déclaré : « Quand on regarde les élections cantonales, la thèse paradoxale et donc inexacte serait de dire : Les Français ont voté à droite parce qu'ils ne se jugeaient pas assez gouvernés à gauche et, par conséquent, il faudrait une "radicalisation". Je dis, au contraire : il faut un recentrage. L'indica-

BERGERON A coup de couteau... contre la CGT

Dans une interview au très réactionnaire *Figaro Magazine*, Bergeron déclare : « Nous répondrons en temps voulu aux attaques de la CGT et alors, croyez-moi, nous nous battons au couteau. »

A ceux qui s'étonnent de savoir pourquoi le dossier sur « l'infiltration de communistes dans l'administration » n'a pas été publié et se demandent si ce n'est pas parce qu'il est un peu vide, Bergeron répond qu'il juge préférable « de ne pas brûler prématurément ses cartouches ». « Mais, affirme-t-il, il y a, à mes yeux, des faits dangereux. Par exemple quand le bureau confédéral de la CGT demande à se réunir chez Berliet, nous disons que c'est intolérable et nous nous y opposons. »

Sur la Sécurité sociale, Bergeron entend également « se battre au couteau avec la CGT pour remporter les futures élections ». « Nous gagnerons ces élections », proclame-t-il.

Et dire que ce sont les communistes que la réaction présente comme les hommes au couteau entre les dents !

« RENCONTRES COMMUNISTES » Un pied dans le PC, un pied en dehors

Rencontres communistes, qui regroupe des oppositionnels du PCF, vient de constituer un « Collectif national de Rencontres communistes » regroupant des militants membres ou non-membres du PCF. Constatant que la grande majorité des animateurs de RCH se retrouvent hors du parti et que beaucoup de communistes critiques refusent aujourd'hui d'être membres du parti, RCH explique



que son intervention « ne peut plus dépendre d'une démarche exclusivement interne. »

Par contre, il n'est pas question pour eux de créer une nouvelle organisation car ce serait prendre le risque de se couper des militants du PC. Pour le collectif, « la politique de la direction du PC tourne le dos aux besoins » issus de la situation actuelle : « Vision étroite des intérêts du parti (par rapport) aux impératifs de l'union (...) Déficit d'indépendance de jugement à l'égard de l'Union soviétique (...) Volonté de maintenir un mode de fonctionnement antidémocratique. » Fiszbin trouve « intéressantes » les dernières déclarations de Marchais sur la Pologne, mais superficielles.

Pour les animateurs de RCH, il est exclu de faire une croix sur le PC, « expression essentielle du mouvement ouvrier organisé ». Ils regrettent, pour le développement du mouvement populaire, que le PC « ne joue qu'un rôle subalterne dans la détermination des grands choix politiques ». Ils appellent les communistes à prendre des initiatives, à s'exprimer : « Au grand jour, dans la vie, efforçons-nous de combler, dans les entreprises, les quartiers, les villages et les villes, le vide laissé par la politique de la direction du PCF. »

POINT DE MIRE

Ventes d'armes françaises à l'Argentine

I L est des faits et gestes politiques qui en disent plus que de longs discours sur l'orientation pratique d'une politique. La politique du gouvernement en matière de ventes de matériel militaire est, de ce point de vue, au plus haut point significative de l'alignement de Paris sur les positions de l'impérialisme américain.

Avant le 10 mai 1981, le PC et le PS avaient à de nombreuses reprises dénoncé très fermement la politique cynique de marchand de canons qui sous-tendait la politique étrangère de l'impérialisme français sous Giscard. Au PS en particulier, on promettait de « moraliser » les exportations de matériel militaire. Près d'un an après, les grands principes se sont envolés et il reste des choix pratiques qui jettent une lumière crue sur l'orientation de la politique étrangère du gouvernement. Deux clients traditionnels de l'impérialisme français ont certes été éconduits : l'Afrique du Sud et le Chili, mais ce sont là deux exceptions qui ne sauraient faire oublier le reste.

Le reste, c'est l'aveu de Charles Hernu lors d'une visite aux usines Creusot-Loire à Saint-Chamond le 3 avril : la France envisagerait de livrer 1000 blindés — de transport de troupes — à la dictature argentine (1). Quand on se souvient du luxe extraordinaire de précaution pris par le gouvernement pour justifier les livraisons, d'ailleurs bien

modestes et sans doute ralenties aujourd'hui, de matériel argentin à la révolution nicaraguayenne, on ne peut que condamner pareil cynisme.

Charles Hernu préfère-t-il, lui aussi, comme Reagan, la dictature de Buenos-Aires à la révolution sandiniste ? « La France, a-t-il déclaré, qui est un allié atlantique loyal, peut, du côté de l'assistance technique en matière d'armement, être le leader des pays non alignés, des pays qui ont droit à leur sécurité, sans entrer forcément dans le jeu des deux blocs militaires. » Curieuse résonance du discours mis en rapport avec des faits accablants qui prouvent à quel point de complaisance ou de complicité le ministre français de la Défense en arrive à l'égard de son grand allié, le boucher Reagan, bourreau des peuples d'Amérique centrale et protecteur de toutes les dictatures sanguinaires d'Amérique latine.

Aujourd'hui, moins encore qu'hier, il ne saurait y avoir de secret en matière de ventes d'armes à l'étranger. Toute la lumière doit être faite sur cette affaire devant le pays, faute de quoi il faudrait bien admettre qu'en ce domaine aussi le changement est un mot creux juste bon à camoufler une politique de marchand de canons impérialiste.

Jean-Louis Michel

(1) « Le Canard enchaîné » confirme en publiant une note « confidentielle défense » parfaitement explicite.

Abonnement

	Normal	Collec.	Etranger
Nom	1 an 230 FF	190 FF	320 FF
Prénom	6 mois 120 FF	110 FF	170 FF
Adresse	3 mois 65 FF		090 FF
Formule choisie	Règlement à l'ordre de : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. (tél. : 859.00.80)		

Rouge

- Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél. : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

« La résistance au changement se durcit » affirme le PS

● Mais il ne tire aucune leçon des cantonales et ne propose aucun moyen pour se mobiliser contre la droite

LE samedi 3 avril s'est tenu le comité directeur du PS qui a fait le point sur les leçons à tirer des élections cantonales. Les 7 et 8 s'est tenu un « séminaire » de la direction de ce parti pour approfondir la réflexion. « Critique mais tonique », titre « PS aujourd'hui », la feuille quotidienne de ce parti, pour qualifier les travaux du comité directeur. Plus lucide, « le Matin » écrit : « Le comité directeur laissait une impression de brouillon : il reste au PS à définir son propre terrain d'action, son rôle, et à s'y tenir. »

Et il est vrai qu'il ressort peu de choses du comité directeur, comme il ressort peu de choses de l'intervention de P. Mauroy lors de l'ouverture de la troisième session de l'Assemblée nationale ou des déclarations qu'il a faites depuis lors. Ainsi, lundi 5 avril, le Premier ministre déclarait à Antenne 2 : « Nous sommes à la troisième étape du changement, celle de son approfondissement... L'approfondissement, c'est de revenir à la priorité des priorités, la lutte pour l'emploi et donc contre le chômage... »

Mais n'y a-t-il pas des mois que le gouvernement et le PS affirment cette priorité sans que ses effets se fassent sentir. Significatif à ce sujet est que le comité directeur du PS, tout comme le gouvernement, n'ait pas encore pris de position sur les 35 heures : diminution du temps de travail et réduction des salaires comme le propose E. Maire ? Etalement dans le temps de la réduction du temps de travail sans diminution de salaire ? La direction du PS veut « poursuivre la réflexion ». Drôle de

comportement pour « le parti majoritaire » sur une question qui devient de plus en plus centrale.

Toujours d'après « le Matin », le souci principal du PS est « de relancer la dynamique de gauche... de recréer les conditions d'un nouveau rassemblement des forces de gauche. C'est-à-dire d'une nouvelle mobilisation ». La direction de ce parti se désole même de la division syndicale qui freine la mobilisation. D'après « Libération », à la suite du débat sur les nationalisations, un dirigeant du PS remarquait en privé : « On aurait bien aimé que les syndicats mettent 300 000 travailleurs devant le Conseil constitutionnel. Nous, on ne le peut pas... » Etrange attitude pour un parti qui se dit le premier parti du pays. Mais au fait, si pour le 1^{er} Mai, par exemple, la direction du PS lançait un appel public à une mobilisation unitaire... Poperen, dans son rapport devant le comité directeur, décrit longuement la tactique de la droite, les mobilisations dans la rue qu'elle organise ou soutient. Mais comment riposter ? Mystère.

En attendant, Mitterrand et Mauroy vont recevoir Gattaz et s'approprier à lui faire de nouvelles concessions. Comme l'expliquait Georges Sarre, dirigeant du CERES, lors du comité directeur : « Tout discours de compréhension à l'égard du CNPF va à l'encontre du but visé puisqu'il est interprété comme une marque de faiblesse. » G. Sarre a raison, mais pourquoi ne commence-t-il pas, si sa déclaration n'est pas un simple effet de manche, à balayer devant sa propre porte et à rappeler à l'ordre son ami Chevènement et les autres.

SELON J. Poperen, le recul de la gauche est dû à une « formidable résistance au changement des forces de conservation ». Cette résistance n'est pas nouvelle : « Lors des très brefs moments où la gauche a occupé fragilement, 1924, 1936 et, pour partie, la Libération, la bourgeoisie n'a eu qu'une pensée : prendre sa revanche. »

Précisant la tactique de la bourgeoisie, Poperen continue : « La stratégie actuelle de la droite vise, dans un premier temps, à créer un climat, une situation d'isolement du pouvoir de la gauche, avant de passer à la phase de rejet. Pour l'instant, la droite se borne à exploiter un certain nombre de mécontentements catégoriels... Ainsi, par une série de coups de boutoir, les forces conservatrices espèrent affaiblir, rétrécir, voire diviser le "front de classe" et "déstabiliser" le pouvoir, créer peu à peu un climat favorable à une offensive frontale que, le moment venu, elles essaieraient de rendre décisive... Cette tactique de guérilla socio-professionnelle pourrait coïncider avec une série d'actions individuelles, plus ou moins violentes, d'où naîtrait une psychose d'insécurité. Beaucoup d'informations nous amènent à penser que des réseaux célèbres se reconstituent sous des sigles nouveaux... »

Ce n'est pas nous qui allons critiquer les déclarations de Poperen sur la résistance de la bourgeoisie à tout changement. Plus : nous partageons l'analyse qu'il fait de la tactique actuelle de la droite. Mais si le numéro deux du PS durcit le ton dans l'analyse, il escamote une question essentielle : pourquoi la droite a-t-elle pu ainsi relever la tête lors des cantonales ? Est-ce dû à sa force, ses capacités de mobilisation qui auraient décuplé depuis



Jean Poperen, numéro deux du PS

le 10 mai ? Non. Tous les observateurs, et le PS lui-même, ont fait remarquer que les résultats des cantonales étaient principalement dus à une absence de mobilisation de l'électorat de gauche.

Ce qui est en cause, c'est non seulement la résistance de la droite, mais la politique du gouvernement qui a déçu toute une série d'électeurs qui, le 10 mai, avait voté pour le changement et ne voit pas ce changement arriver.

Aucune perspective

« Nos initiatives, explique Poperen, doivent être guidées par le souci d'isoler la minorité... consolider, élargir le front de classe. » Mais comment, le dirigeant du PS ne l'explique pas. Assez lucidement, L. Jospin constate que « l'élargissement de la majorité ne peut consister à rechercher des alliances politiques plus larges, notamment du fait de la radicalisation de la droite ». Le « front de classe » ne peut donc « se consolider,

s'élargir » que sur le terrain social de la lutte, de la mobilisation. Sur ce terrain-là, Poperen reste muet ou se contente d'affirmations générales : « Réaliser le concours populaire est la tâche centrale du PS pour la présente année. » Mais il ne reprend pas l'affirmation qu'avait faite à chaud, après les cantonales, M. Debarge, membre du secrétariat national du PS : « S'il y avait eu deux cent mille manifestants dans la rue pour protester contre le ratage apporté aux réformes par les décisions du Conseil constitutionnel, nous nous serions sentis soutenus et cela aurait créé une dynamique... »

Poperen regrette qu'aux propositions de « compromis » faites par le gouvernement, le patronat et la droite aient répondu par « la guérilla permanente, si ce n'est encore la guerre ouverte ». Mais il ne poursuit pas plus loin son analyse, incapable de comprendre que c'est avec cette politique de « compromis » que le gouvernement perd sur les deux tableaux. Il ne convaincra jamais les patrons et la droite qui, de la « guérilla permanen-

te », passeront à « la guerre ouverte ». Par contre, il risque de mécontenter, de démobiliser de

plus en plus ceux qui ne voient pas venir le changement à cause de cette politique de compromis.

Poperen le sent bien qui se félicite du climat de « calme, d'apaisement, de paix sociale » tout en expliquant que « ce calme se changera bientôt en son contraire s'il est signe de désintéret ». On ne peut mieux dire. Les travailleurs se sont mobilisés dans les entreprises lorsque les patrons ont voulu remettre en cause des acquis élémentaires à propos des 39 heures. La combativité ne manque donc pas. Mais, hormis des souhaits généraux, ou les regrets sur la division syndicale actuelle, Poperen ne propose aucun objectif concret de mobilisation contre la droite qui, comme il l'explique tout au long de son discours, mobilise.

A. Artous

« Faire tomber des têtes »

LORS du congrès de Valence, P. Quilès avait appelé à « faire tomber des têtes ». Poperen aussi insiste sur la question des hauts fonctionnaires hérités du régime Giscard. « Ne soyons pas naïfs. L'autorité politique est un attribut de la démocratie et ce pays veut être gouverné... Comment donc agissaient les "grands ancêtres", ceux qui ont fait la République, Ferry et Gambetta et plus tard Waldeck-Rousseau. Sans brutalité, mais sans faiblesse, ceux de 1880 ont mis des républicains là où il y avait des monarchistes et, une génération plus tard, leurs successeurs ont mis des radicaux là où il y avait des réactionnaires. Et ils ne se sont pas laissés intimider par les campagnes déjà haineuses et calomniatrices de la droite de l'époque... »

Chasser les hauts fonctionnaires giscardiens qui s'opposent au changement est bien une exigence élémentaire. Comment, par exemple, définir une « politique industrielle » au service des travailleurs si c'est C. Stoffaez, conseiller économique de Giscard, qui est l'un des principaux dirigeants du ministère de l'Industrie ?

Poperen fait des phrases ronflantes sur « les grands ancêtres » mais se garde bien de dire un mot sur la politique du gouvernement qui va même parfois en sens contraire. Ainsi, beaucoup des P-DG qu'il a nommés à la tête des entreprises nationalisées viennent tout droit du sérail du CNPF !

PS : UNE DIRECTION PARALYSEE

L E PS cherche un souffle », titre le *Nouvel Observateur* qui ajoute : « Les dirigeants se divisent, les militants se démobilisent, le président s'irrite... Que la vie était plus facile dans l'opposition ! » Et il est vrai que sa direction ne donne pas l'image d'une direction qui sait où elle va. L'un des thèmes du congrès de Valence qu'avait développé Jospin, c'était que le PS ne devait pas se transformer en « parti-godillot » mais être capable de se comporter comme une « force d'action et de proposition autonome ». C'est le même thème qui est à nouveau mis en avant après la dernière réunion du comité directeur qui a tiré les premières leçons des cantonales. Mais, comme nous venons de l'expliquer (voir page 3), en fait rien n'est proposé et c'est une sorte de paralysie que connaît ce parti.

Paralysie dans les propositions d'actions mais aussi dans les débats, et attentisme par rapport à l'évolution de la politique du gouvernement. Rien n'est plus révélateur que la question des 35 heures. On sait le gouvernement tâtonnant et divisé sur le sujet. Poperen, dans son rapport, risque une idée : « On ne saurait conditionner la réduction du temps de travail par une diminution des revenus. » Plutôt qu'en arriver là, mieux vaut « étaler dans le temps » cette réduction. Mais le comité directeur ne tranche ni ne discute cette question pourtant brûlante et renvoie « au développement de la réflexion et de la discussion ». Sans au passage indiquer comment les militants feront pour peser et trancher dans ce débat pourtant décisif.

La pause, un faux débat ?

Pour autant, des débats feutrés existent au sein de la direction. Ils reflètent directement ceux qui traversent le gouvernement ; même si l'on sent, de-ci de-là, des réactions différentes selon que l'on soit ministre ou dirigeant du parti. Les pressions et les intérêts immédiats ne sont pas tout à fait les mêmes. Ces discussions ont deux caractéristiques. Ils ne recourent pas les anciens courants qui pourtant, de fait, se maintiennent. Ils ont des allures très allusives, bureaucratiques, menés au sommet et s'entrecroisent énormément de questions de personnes et « d'avenir politique ». Mermaz, président du Parlement se place comme futur Premier ministre possible. Déjà, l'élection présidentielle de 1988 pèse. Le *Nouvel Observateur* se fait l'écho d'une remarque d'un dirigeant rocardien après la déclaration de Rocard : « C'est un premier coup de semence. Un jour, Michel devra peut-être démissionner pour se situer en vue de la présidentielle... » Et comment interpréter le rôle « d'homme d'Etat raisonnable » que se donne Chevènement, sinon en fonction de ces mêmes coordonnées ?

Le débat, on s'en souvient, a commencé avec les déclarations de Delors sur « la pause », tout de suite soutenu par... Chevènement. Mauroy fit une réponse assez ferme. Aujourd'hui, Jospin, lors de sa dernière intervention devant le groupe parlementaire, affirme : « La pause, nous avons dit qu'il s'agit là d'un faux



débat. » Tout en précisant que « nous devons continuer au même rythme... ». Faux débat ? Sur le fond oui. Car, comme l'explique le quotidien patronal *les Echos* : « Le débat sur la pause est irréel. Il ne s'agit pas de savoir si les réformes iront plus ou moins vite : il s'agit de débattre sur le plan financier. Qui paiera ? Les particuliers sous forme d'impôts ou de niveau de vie ? Les entreprises ? » Force est de constater que sur ces questions essentielles — mises à part les incartades de Fabius sur l'impôt sur la fortune, incartades bien vite oubliées car, depuis, le ministre du Budget est devenu un chanteur de la « rigueur » financière — personne ne parle vraiment de faire payer les patrons. Mais, au sein du PS, le débat risque de resurgir sous cette forme et d'avoir un certain écho.

Après les cantonales, c'est la déclaration de Rocard : rappel des contraintes internationales dues à la crise, nécessité de fixer des priorités. Intervention plus importante par son existence que par son contenu. Là encore, Chevènement s'est précipité pour la soutenir, Poperen s'est contenté de dire qu'il était d'accord sur l'essentiel, mais que Rocard sous-estimait la résistance de la droite.

De Rocard, Delors, Chevènement au « maximalisme » de Mermaz.

Pourtant, l'on sent bien l'esquisse de divergences. D'un côté, des hommes comme Delors, Rocard, Chevènement qui — quel que soit par ailleurs leurs contentieux issus des débats passés et d'intérêts de « cliques » différents — veulent systématiser une ligne de concession au patronat. De l'autre, des gens comme Mermaz, Joxe qui apparaissent comme les « durs ». Au milieu, Jospin, Mauroy, et... l'arbitre Mitterrand. Débats feutrés avons-nous dit. La solidarité ministérielle a ses contraintes et, surtout, il y a bien longtemps que, dans les faits, le gouvernement développe la ligne Delors : aide massive aux entreprises, volonté d'une police des salaires. Bref, plutôt qu'une relance par la consommation, une politique qui s'oriente de plus en plus vers une gestion di-

recte de l'austérité. Faute de s'attaquer réellement au patronat, le gouvernement n'a d'ailleurs guère d'autre choix. C'est Maire d'ailleurs qui, moins gêné par ses fonctions, mène directement et publiquement ce débat sans hésiter à s'en prendre directement à Mitterrand et à « l'incohérence » du gouvernement.

Face à ces positions, « le maximalisme » de Mermaz est plutôt verbal : attaques contre le rôle des médias, appel au « changement des mentalités », insistance sur la nécessité pour le Parlement de mieux contrôler le gouvernement. En fait, l'important n'est pas là, mais plutôt que Mermaz, tout comme Joxe, le président du groupe parlementaire socialiste, traduit une certaine « grogne » que l'on a vu plusieurs fois apparaître chez les députés PS. Pas seulement parce que la procédure des ordonnances les a déssaisi de beaucoup de choses. Ces élus, plus au contact de ceux qui les ont envoyés au Parlement et en particulier des travailleurs, sentent que les choses piétinent et reflètent à leur façon l'impatience devant un changement qui traîne. Ce n'est pas par hasard si Jospin les a appelés à proscrire « l'imprécation et le verbalisme ». Au-delà, il y a le sentiment de contradictions possibles entre les réactions des députés — ou du moins de certains d'entre eux — plus sensibles aux pressions des travailleurs et risquant, par des jeux d'amendements, de mettre en déséquilibre certains projets gouvernementaux.

Reste un grand absent dans ces débats à fleur de mouche. Tous insistent sur la nécessité du « soutien populaire », mais aucun ne se risque — du moins publiquement — à en définir concrètement les objectifs et les modalités. Il s'agit pourtant là d'une question de fond.

A la base, les militants du PS « grognent et traînent les pieds » comme l'on dit. Des débats houleux ont même lieu dans des sections en même temps que parfois un certain découragement. Mais pour l'instant, rien ne transparaît réellement publiquement sous forme de critiques systématisées vis-à-vis de la direction du PS ou du gouvernement. Cette maturation et expression politique des militants de base est pourtant bien la question essentielle pour l'avenir.

Antoine Artous

ENCORE 8 MILLIARDS DE CADEAU AUX PATRONS !

MAUROY doit rencontrer Gattaz, président du CNPF, le 16 avril. Et déjà le gouvernement s'apprête à céder à ses exigences sur l'allègement des charges des entreprises. La taxe professionnelle payée aux collectivités locales pourrait être allégée de 7 à 8 milliards ! Cette taxe représente environ 50 % des recettes directes des communes et départements.

Les entreprises françaises croulent-elles sous les charges ? Une enquête récente de l'OCDE montre que ces prélèvements ont augmenté de 26,3 % en France contre 33,4 % au Japon et 52,4 en Grande-Bretagne. En 1965, la France était au quatrième rang de l'ensemble des pays industrialisés en ce qui concerne les charges (impôts + cotisations sociales) ; elle est passée au huitième en 1979. 45 % des sociétés ne paient pas d'impôts sur leurs bénéfices. Comme l'explique *l'Humanité* : « Le rendement de ce dernier n'a été multiplié que par 5,5 de 1959 à 1975, dans le même temps où celui des impôts sur le revenu était multiplié par 9,3. Aujourd'hui, l'impôt sur les sociétés ne représente que 9 % du total des recettes fiscales perçues par l'Etat. En 1980, la taxe professionnelle avait rapporté 35 milliards de francs. La même année, les seules sociétés ont versé pour 130 milliards d'intérêts aux banques tandis que les dividendes perçus par leurs actionnaires se montaient à 70 milliards de francs ! »

Pour compenser cette perte financière, le gouvernement envisage d'augmenter la TVA, impôt indirect injuste puisqu'il frappe indistinctement les gros et les petits revenus. Les consommateurs paieront donc, et en premier lieu les salariés. Et dire que le gouvernement prétend relancer l'économie par la consommation !

A. A.

Edmond Maire exalte la « mission gestionnaire du syndicat »

EDMOND MAIRE est intervenu directement dans le débat qui anime le PS depuis les élections cantonales, lors de son passage au *Club de la presse d'Europe 1* dimanche 4 avril.

Réclamant du gouvernement une « politique de rigueur et de lucidité », le leader de la CFDT ne s'est pas contenté de prôner une politique d'austérité face à la crise. Pour la première fois publiquement, Maire a développé sans autocensure la conception qu'il se fait du syndicalisme : « Nous devons prendre notre part partout, y compris dans les choix difficiles. Une conception qui tient à la fois des relents de syndicalisme chrétien et de la mission gestionnaire que la CFDT voudrait voir jouer au syndicat. Il ne doit plus se contenter de défendre les intérêts des salariés, conception classique et fautive. »

Champion d'une certaine forme de cogestion, Maire préconise la négociation d'« accords de redressement économique qui mettent dans la discussion entre patronat et syndicats à la fois la politique d'investissement et l'utilisation des investissements, les technologies, la politique de l'emploi, la politique de la recherche, donc l'ensemble économique et social qui détermine l'avenir et qui permet aux entreprises de se moderniser, d'être compétitives, en même temps que de s'appuyer sur une intervention syndicale pour faire face dans de bonnes conditions à l'avenir ». Et il ajoute : « Si, dans les mois qui viennent, ne serait-ce qu'une dizaine de grandes entreprises françaises concluaient

des accords de ce type avec les syndicats, il y aurait déjà quelque chose de changé et une voie très positive pour l'avenir. » Cette voie proposée sans fard par Maire est celle de l'intégration du syndicalisme à la gestion, et de son adhésion aux finalités de compétitivité et de profit du système. C'est le syndicalisme ouvrier offert comme béquille au capitalisme en crise. Décidément, Maire est cohérent avec lui-même quand il juge fautive la conception classique d'un syndicalisme défendant les intérêts des salariés !

Cet étrange syndicaliste remise l'unité d'action aux oubliettes : « Nous avons appris à être modestes », déclare-t-il, puisque la victoire du 10 mai est intervenue dans un contexte de division politique et syndicale. Mais les travailleurs et les militants ouvriers savent, contrairement à Maire qui voudrait leur extraire cette idée de la tête, ce que l'unité contre le patronat signifie.

Le « socialiste » Maire se prononce vigoureusement contre la politique dans l'entreprise, qui favoriserait selon lui le RPR et le PC. Pour cet « autogestionnaire », les travailleurs doivent avant tout s'imprégner des contraintes économiques qui pèsent sur leur entreprise.

Ce « démocrate », enfin, n'hésite pas à parler ainsi au nom de la CFDT, sans le moindre mandat des syndicats, et à moins de deux mois d'un congrès confédéral dont-il annonce lui-même qu'il sera « agité » !

Michel Thomas

Ne payez pas ce numéro de Rouge !

Et ne payez pas non plus le n° 7 de *Critique communiste* que les militants de la LCR vous proposent en même temps !

Avec ces numéros commence en effet la nouvelle période pour les abonnements militants trimestriels couplés à l'hebdomadaire et au mensuel de la LCR. *Rouge et Critique communiste* vous seront remis régulièrement pendant tout le printemps si vous souscrivez un abonnement militant : 90 francs. Mais pour cela, prévenez les camarades sur le champ. La campagne s'achève. Elle sera close dans une semaine. Soyez abonnés-militants quand paraîtra le n° 1012 de *Rouge*, jeudi prochain. La LCR vous appelle à faire cet acte militant.

L'abonnement militant

à **Rouge** et à **Critique Communiste**

est un acte militant

Indispensable à la presse de la LCR, à notre action pour le combat des travailleurs

Nom

Prénom

souscris un abonnement militant trimestriel (90 F)

à compter du

n° 7 de « Critique communiste » et du n° 1011 de « Rouge ».

(A remettre aux militants LCR de la localité ou de l'entreprise)

Maintenant
les achats
des patrons
leur sont
payés

LES réorganisations industrielles commencent mal pour les travailleurs. Pour que Leroy-Somer devienne un des premiers constructeurs mondiaux de moteurs électriques basse tension, le gouvernement vient de lui céder la partie moteurs basse tension d'Alstom Atlantique avec les usines d'Orléans et de Beaucourt.

L'Alstom est filiale à 65 % de la CGE, nationalisée contre plusieurs milliards pris dans la poche des travailleurs. Un de plus gros scandale dans cette affaire, c'est que Leroy-Somer « achète » ces entreprises en ne déboursant pas un centime, mais au contraire en recevant 100 millions de francs du gouvernement et 85 de la CGE ! Fantastique non, de pouvoir ainsi faire ses achats sans rien déboursier... et en se faisant payer par dessus le marché !

Décidément, le gouvernement, qui veut faire croire qu'il n'y a pas d'argent pour les mesures sociales, en trouve bien facilement pour le patronat. Quel mépris pour les travailleurs.

Autre scandale : il n'existe pas de loi qui autorise encore les entreprises nationalisées à céder une partie de leur patrimoine au privé. Mais les bonnes affaires ne sont pas faites pour attendre les lois. Comme de vulgaires dirigeants de droite, ceux de la majorité PS-PC ne font pas dans le formalisme pour satisfaire les revendications des patrons !

La première concrétisation du plan industriel que nous mijote Rocard, avec le maximum de discrétion, n'a que bien peu à voir avec les déclarations d'intention sur le rôle moteur du secteur public dans la réorganisation économique.

Pour le moment, les nationalisations n'ont servi qu'à remplir les coffres des capitalistes avec les indemnités royales, et à renforcer le secteur privé avec cette rétrocession à Leroy-Somer. Celle-ci en annoncerait, paraît-il, d'autres !

Dans cette opération, l'idée d'intégrer Leroy-Somer dans le secteur public ne serait pas venue à nos dirigeants qui prétendent parler au nom des travailleurs. Si cela avait été, nous aurions alors pu prendre au sérieux leurs déclarations sur le rôle clé des nationalisations.

Cette politique, faite de cadeaux au patronat, n'est finalement pas surprenante. Il suffit de se rappeler les déclarations de M. Dreyfus aux PDG des nationalisées : compétitivité sur la base des critères capitalistes, maintien des plans anti-ouvriers, accord avec Gattaz pour que les sous-traitants privés puissent profiter à loisir des entreprises nationalisées.

Les déclarations de M. Gomez publiées dans *Rouge* de la semaine passée donnent une idée de ce que le gouvernement réserve aux travailleurs des nationalisées. Parallèlement, l'affaire Alstom-Leroy-Somer, montre bien qui sert ce gouvernement !

Pour que le patronat cesse de s'enrichir de l'argent des travailleurs, pour que le changement survienne enfin, il faudra parler le langage de la grève aux patrons, mais en même temps aller dire deux mots bien sentis à ces dirigeants socialistes et communistes qui violent le mandat donné par les travailleurs les 10 mai et 21 juin !

Frédéric Castello

«Isoler les privilégiés» dit Poperen ...

OUI ! AUX ACTES !

COMME dit la sagesse populaire, « mieux vaut tard que jamais » ! C'est la réaction la plus immédiate que pouvait susciter la réflexion de Jean Poperen en déclarant au comité directeur du PS que « les initiatives du PS doivent être guidées par le souci d'isoler la minorité privilégiée ». Encore faut-il souligner que, malheureusement, il risque d'y avoir loin des paroles aux actes. Précisons donc un tant soit peu ce que la majorité actuelle aurait pu et devrait faire si elle voulait réellement s'en prendre aux riches, aux vrais.

Quelques exemples suffisent.

1) En finir avec un système où les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres.

« Isoler les privilégiés », quoi de plus simple ? Cela commence par une campagne d'information pour dire des vérités soigneusement cachées par le régime précédent. Des vérités dont la majorité PS-PC aurait dû faire une arme depuis dix mois. Ce simple fait : de 1950 à 1980, l'écart entre les 10 % les plus riches de la population française et les 10 % les plus pauvres a été multiplié par deux. En 1950, l'éventail des patrimoines possédés allait de 1 à 15 ; en 1980 il allait de 1 à 30.

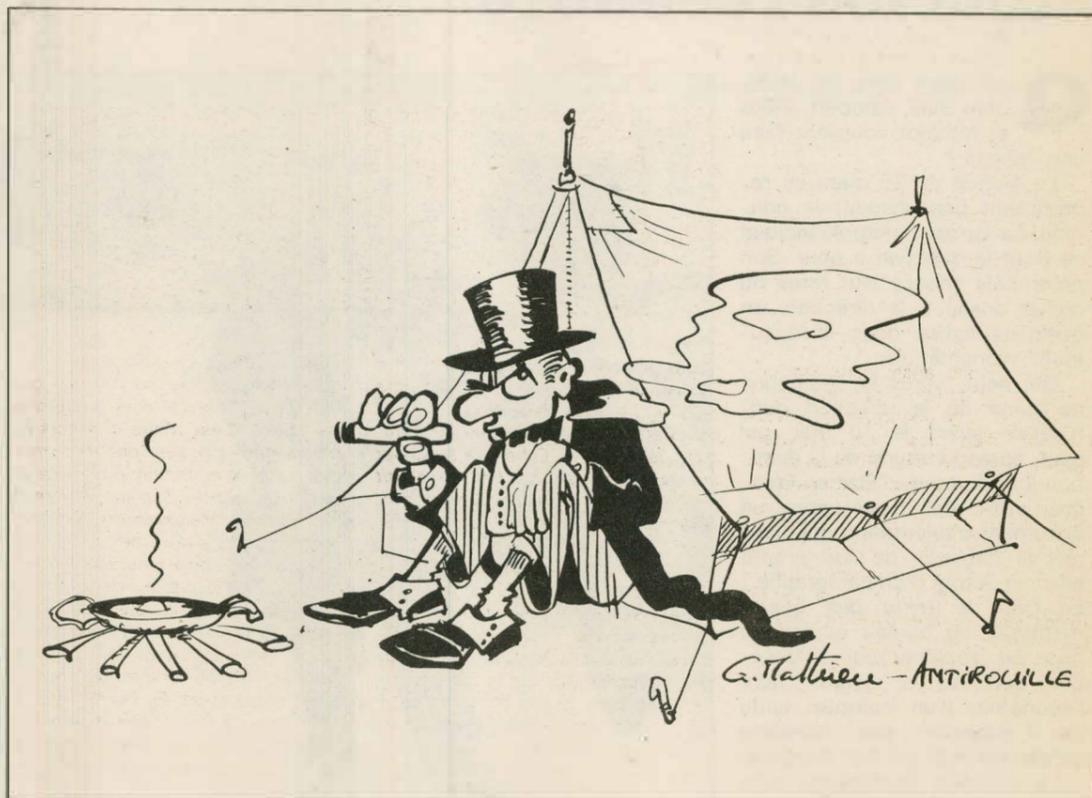
Pourquoi se taire sur de tels scandales ? Pour ne pas inquiéter un trop grand nombre de riches ? L'argument ne vaut pas : il ne tient pas une seconde si toute la vérité est faite. En effet, les 10 % les plus riches possèdent 57 % du patrimoine (biens immobiliers, placements monétaires, actions, etc.). A l'autre bout, les 40 % de français les moins riches possèdent 3 % du patrimoine ; et 70 % de la population n'en possèdent que 16 %.

De tels faits n'indiquent-ils pas assez où doit frapper un véritable impôt sur les riches ?

2) Non, les Français les plus riches ne sont pas des citoyens comme les autres !

Qu'ils ont dû rire depuis dix mois, les véritables propriétaires des richesses de ce pays ! La majorité ne cesse de les appeler au consensus entre tous les citoyens en leur garantissant qu'il ne sera pas touché à leurs richesses... Or, justement, ils ne sont pas des citoyens comme les autres : parce qu'ils possèdent d'immenses fortunes, d'immenses moyens de diriger l'économie. Il suffit de jeter un œil sur le tableau résumant « la pointe de la pyramide », en y ajoutant cette précision : les 2 000 les plus fortunés sont pour l'essentiel des industriels.

Prenons donc deux chiffres. Tout d'abord, une comparaison pour bien montrer les différences sociales : les 200 000 foyers les plus riches possèdent autant de richesses que les 7,8 millions de moins fortunés. Ensuite, essayons d'imaginer ce qu'il serait possible de faire en confisquant certaines de ces fortunes, les plus élevées, pour bien montrer à Monsieur Gattaz que nous ne nous en prenons pas au PME. Prenons, par exemple, les 1 900 foyers qui possèdent plus de 30 millions de nouveaux francs. Ce sont les propriétaires de sociétés comme Carrefour, Martell, l'Oréal, Moët-



Hennessy, BIC, Promodès, Darty, SEB, Mérieux, Bongrain, Ecco, etc... Ce ne sont pas, diront très vite le PS et le PC, des « entreprises d'intérêt stratégique ». La belle affaire ! Ce sont des entreprises qui accumulent des profits fabuleux. Et tout cet argent n'a aucune raison de rester sous le contrôle des capitalistes : tout simplement parce qu'il serait mieux utilisé sous contrôle public pour le bien de tous.

On en tirerait, d'ailleurs, un bénéfice politique complémentaire : en réalisant une partie de ces fortunes en investissements publics, il y aurait de quoi financer une grosse part du « déficit budgétaire » de cette année-ci et des prochaines. La droite y trouverait sûrement une raison de plus pour hurler, mais elle ne pourrait au moins pas faire croire aux « dépenses inconsidérées de la coalition socialo-communiste », comme elle dit.

Remarquons, au passage, que le PS et le PC ont tourné le dos à cette politique de vérité et de fermeté à l'égard des privilégiés en organisant l'indemnisation des entreprises nationalisées comme ils l'ont fait : ce sont les 230 000 français les plus riches qui possèdent 47 % des actions dans le pays et ce sont donc ceux-là, les plus riches, qui vont encaisser la moitié des 45 milliards de « dédommagement »...

3) S'attaquer à la fraude fiscale pour faire payer les riches.

Tous les services spécialisés des impôts connaissent une règle : chaque inspecteur embauché et chargé du contrôle des déclarations des hauts revenus rapporte en « redressement des impôts » soixante fois plus que son salaire annuel. Voilà un bon investissement ! Mais il n'a malheureusement pas été fait par Laurent Fabius, qui se présente pourtant comme le spécialiste des petites phrases de dénonciation à l'égard des « puissances d'argent ».

Au-delà des mots des ministres, citons un chiffre qui a de quoi faire

rêver : la fraude fiscale, réalisée par les plus hauts revenus et non par les salariés qui n'ont aucun moyen de frauder, s'élève sans doute à 90 milliards de francs. En dix mois, qu'a-t-il été fait — en montrant bien aux petits commerçants qu'ils n'étaient pas les premiers visés — pour s'attaquer à cet immense détournement de fonds que les plus riches réalisent tout en dénonçant « les ultras » de la majorité ?

4) Ne pas ruser. Ne pas se lier les mains.

Nos propositions, pour sûr, ne vont pas plaire aux dirigeants socialistes et communistes. On les entend d'ici : « Vous allez provoquer un affrontement ! Jamais les puissances d'argent ne se laisseront faire ! » Le PS et le PC, en effet, prétendent vouloir aller dans le bon sens, celui de la justice sociale dans ce pays, en « prenant leur temps », en profitant à plein du délai de sept ans qu'ils ont devant eux.

En réalité, la politique que nous proposons aboutit à la rupture de toutes les « bonnes relations » que la majorité cherche à entretenir avec le patronat. Mais pas de naïveté : le patronat, lui, s'est donné plusieurs mois pour faire échouer les projets réformistes de la majorité ; sans se

gêner pour spéculer dès maintenant sur le franc parce que cela lui permet de s'attaquer aux finances publiques tout en se remplissant les poches par l'intermédiaire des filiales à l'étranger. Nos propositions, c'est évident, tranchent avec cette politique utopique du PS et du PC, qui se lient les mains pendant que leurs adversaires développent une offensive à long terme. Nous risquerions donc, certainement, de « provoquer l'affrontement »... Faut-il donc le craindre ? Après tout, la majorité a entre les mains 80 % du crédit, près de la moitié des capacités d'investissement industriel : n'est-ce pas un point de départ, à condition d'être prêts à élargir et à agir, pour ne pas subir la crise et pour imposer une autre politique économique que celle des capitalistes ? Ceux-là voudront saboter, à petit feu ou rapidement ; pourquoi donc leur faire des cadeaux qui les renforcent aujourd'hui pour leurs attaques de demain au lieu d'appeler les travailleurs à la mobilisation en affirmant clairement qu'il faut enlever des mains du patronat les leviers de commandes de l'économie ?

Pour « isoler les privilégiés », comme dit Jean Poperen, il faut être prêt à enlever le pouvoir à ces privilégiés au lieu de vouloir avant tout s'entendre avec eux.

Pierre Rème

D'après *l'Expansion* du 16 octobre au 5 novembre 1981.

La pointe de la pyramide

Nombre de foyers ayant un patrimoine supérieur à x million de francs (nouveaux)	
520 000	2.1
246 000	3.9
96 000	6.0
41 000	8.4
17 800	12.4
6 800	15.9
1 900	30
335	195
une quinzaine	1.6 milliards.

Les 2 000 plus fortunés sont pour l'essentiel des industriels.



41^e Congrès : Buhl, Lambert, Gilles et Moynot posent des vrais problèmes... sans les résoudre

QUE disait donc ce texte, dont Buhl, Lambert, Gilles et Moynot voulaient faire une tribune ?

Le Monde du 25 mars en reproduisait partiellement le contenu. La version intégrale indique ce dont la direction a peur. Son préambule énonce leur refus du quitus donné à la direction, en quelques lignes dans le document d'orientation.

Qui peut, après la campagne partisane de la direction confédérale avant le 10 mai, qui peut, après l'attitude de la direction lors du coup d'Etat en Pologne, voter des deux mains un document d'orientation qui blanchit la direction de son propre bilan au détour d'un paragraphe ? En cela, le texte des quatre membres du bureau confédéral pose un problème réel : la direction sortante ne saurait faire l'économie d'un compte rendu de l'utilisation des mandats qu'elle détenait du 40^e Congrès.

La direction confédérale aura du mal à justifier la manière dont elle s'est assise sur beaucoup de ses mandats qui auraient dû être sa légitimité. Elle a refusé les tribunes de discussion avant les CCN importants, ce qu'elle confirme en sélectionnant les signataires pour ce congrès national. Les quatre membres de la direction nationale ne seront pas seuls à refuser de donner l'absolution à cette direction peu scrupuleuse.

Ce texte s'interroge à juste titre sur l'incapacité du mouvement syndical et de la CGT à « construire ce vaste mouvement de masse indispensable à la fois pour vaincre la résistance des forces politiques de droite et du patronat ». C'était une condition du changement, défini par le 40^e Congrès. Ce congrès avait en outre voté la perspective de comités d'unité d'action, de la base au sommet, devenus, par la magie de rédacteurs autorisés, le seul objectif d'un comité national d'unité d'action.

La ligne du 41^e Congrès n'intègre pas la perspective de ce mouvement unitaire de mobilisation contre la droite et le patronat.



La CGT dans la cour de Matignon

L'échec des cantonales n'a pas été salutaire pour la direction confédérale, qui n'a tiré aucun bilan de cette carence grave. Mais il faut mettre en évidence l'ambiguïté fondamentale du document des quatre signataires.

Ceux-ci font une critique juste à la direction confédérale : le projet de document d'orientation ne présente la démarche autonome de la CGT qu'en fonction de l'action gouvernementale. La CGT n'intervient que pour « appuyer ou corriger par touches successives » l'action du gouvernement.

Mais leur démarche ne propose pas autre chose.

Elle n'envisage l'action de la CGT que pour « assurer le plein développement de la politique de réforme entamée par le gouvernement de gauche ». Le mouvement unitaire n'est vu qu'en fonction de son « soutien au pouvoir de gauche », et propose d'être une « force cohérente de propositions et de critiques

constructives et exigeantes ». En cela, le texte montre ses limites et ne constitue pas une alternative réelle. Les quatre signataires sont liés par des missions ministérielles ou parlementaires au pouvoir en place. A ce titre, leur engagement personnel se traduit dans leur contribution. Elle ne correspond pas au climat de défiance, d'insatisfaction qui se fait jour dans la classe ouvrière, après un an d'expérience de la ligne gouvernementale.

Beaucoup pensent que le changement ne pas assez vite, qu'il est peu perceptible dans l'entreprise. Ce serait passer à côté du sujet, comme le fait le document d'orientation confédérale, que d'esquiver ce problème. Il ne s'agit pas de bâtir une force populaire de soutien au gouvernement, mais un mouvement de masse porteur des revendications et des aspirations unitaires anticapitalistes.

Mais il est inadmissible que ce texte ne paraisse pas dans les

LE DECOR DEMOCRATIQUE EST TOMBE

IL n'aura pas fallu longtemps pour que le maquillage démocratique du 41^e Congrès fonde sous le projecteurs du débat général. Henri Krasucki, au 27^e Congrès du syndicat ouvrier de Renault-Billancourt, disait dans son intervention : « Pas de sujets tabous dans la préparation du congrès confédéral. Tout est discutable. Tout est critiquable. Toutes les propositions seront retenues et examinées. (...) Tout trouve et trouvera son expression publique dans les tribunes de discussion ouvertes par décision de la commission exécutive, comme il est de règle, dans la Vie Ouvrière et le Peuple. Toutes les opinions trouveront, dans ces publications, leur expression. »

Voilà une belle pétition d'intention, un preux serment de démocratie. Hélas... Dans la même Vie ouvrière (n° 1962) qui reproduit le discours de Krasucki, une déclaration du bureau confédéral. « Saisi par la commission chargée de la tribune de discussion, préparatoire au 41^e Congrès des syndicats », le bureau confédéral a décidé de refuser à Jacqueline Lambert, Jean-Louis Moynot, Christiane Gilles et René Buhl l'accès à la tribune libre. Ils avaient signé un texte en commun. Le bureau confédéral, juge et partie au-dessus des statuts, décida que cet texte est « en soi », « une tentative d'activité fractionnelle ».

Rideau ! La pièce est finie... La direction sortante est à ce point peu sûr d'elle qu'elle a peur d'une contribution de quatre anciens membres du bureau confédéral. Elle pourra, après cette forfaiture, parler de démocratie : ce ne sera qu'effets de manches les jours de congrès.

Et que penser de cette « activité fractionnelle » dont le bureau parle ? Ces quatre membres du bureau confédéral ont dû se voir avec les autres membres de l'exécutif national, plusieurs fois par semaines pendant plus de dix ans.

Ils ont donc un certain alibi pour, bien que n'étant pas du même syndicat ni de la même région, se connaître et pouvoir rédiger ensemble un texte.

C'est misérable que la partie restante de la direction confédérale règle de cette façon les comptes avec ceux qui ont été « de la maison » pendant de longues années.

Il est vrai que les uns ont signé la pétition Union dans les luttes, les autres ont manifesté leur réprobation sur la Pologne, et tous ont exprimé au CCN d'octobre 1981 leurs critiques à l'égard du bilan désastreux de la direction après le 10 mai.

Maintenant, ils ne sont plus dans le bureau confédéral, et la direction en place les fait taire, du haut d'un appareil dont eux aussi ont tenu les rênes pendant tant d'années.

Ne nous y trompons pas : le bureau confédéral, dont on ne sait s'il a été unanime ou partagé, vient de créer un précédent grave ; il se permet de rendre la sentence sur les tribunes de débat, comme il le postule demain à diriger de manière centraliste la confédération.

Il s'agit d'un acte de centralisme autoritaire d'une violence évidente. Surtout quand on se rappelle que la démission de Christiane Gilles et Jean-Louis Moynot, en octobre 1981, était due à un refus de la direction Krasucki de les associer à la commission d'élaboration du document d'orientation, soumis aujourd'hui à la discussion.

Un record de démocratie, le 41^e Congrès ?

J. L.

colonnes de la Vie ouvrière ou du Peuple. Ses préoccupations démocratiques sont un épouvantail pour la direction. Les signataires appellent de leur vœu un vrai débat, qui suppose de « dénoncer les mesures autoritaires, antidémocratiques et antistatutaires de plus en plus nombreuses qui visent à chasser de la CGT ceux qui contestent ou discutent les décisions de "la ligne confédérale" ».

Cela sans doute, Krasucki ne pouvait le voir imprimé sous la plume d'anciens dirigeants nationaux. Mais la censure est vaine. En refusant la publication du texte, la direction confédérale ne peut espérer exorciser le mal, en excommuniant les rédacteurs. Car les problèmes qu'ils posent sont ceux de milliers de membres de la CGT.

Jean Lantier

CANTONALES ? VOUS AVEZ DIT CANTONALES ?

IL est vain de chercher un quelconque bilan de ce scrutin dans la Vie ouvrière. Rompant avec les mauvaises habitudes passées, la CGT a bien appelé à battre la droite. Mais l'hebdomadaire de la confédération a été plus que discret. En revanche, il revient sur ces élections de manière particulière.

Point n'est besoin pour la direction confédérale de faire un bilan : elle tire celui du gouvernement en lui apportant une nouvelle fois un soutien pour lequel elle perd sa propre identité et son autonomie.

Saluant la bordée d'ordonnances émises par le premier Conseil des ministres de l'après-cantonales, elle clôt l'affaire « cantonales » : « Ce faisant, le gouvernement d'union de la gauche répond, en quelque

sorte, aux interrogations nées du scrutin des 14 et 21 mars. » Cette affirmation de la rédaction de la VO est bien peu convaincante. L'abstention d'un nombre significatif de travailleurs ne sera pas contrecarrée par la simple reconduction de la ligne gouvernementale antérieure.

Quant au rôle de la CGT, il demeure si flou qu'elle ne parvient pas à délimiter ses frontières avec celles des ministères. En témoigne la conclusion de l'article, imprimé en rouge, dans la VO n° 1961 : « Le Premier ministre déclarait récemment : le changement ne sera pas l'œuvre du seul gouvernement. Il y faut la mobilisation, mais résolue, de notre peuple. »

« Tel un écho, la CGT lance le

mot d'ordre de son 41^e Congrès : réussir le changement, tout dépend de vous ! »

L'indépendance de la CGT, c'est un vieux souvenir, bien périmé semble-t-il, pour la direction confédérale.

La CGT se borne à n'être que l'écho de Matignon. Le 41^e Congrès y perd son âme en ne proposant rien qui ressemble de près ou de loin à une mobilisation quelconque.

Tout dépend de vous, dit-elle aux travailleurs. Sans doute ceux-là vont-ils spontanément trouver le bon chemin, pendant que la CGT commente en journaliste attentif les faits et gestes du gouvernement...

J. L.

► RENAULT - FLINS : l'entreprise est paralysée depuis cinq jours

DEPUIS une semaine, l'usine de Renault-Flins est bloquée par une grève des caristes. Au même moment, le jeudi 7 avril, Mauroy va signer à Billancourt le contrat de solidarité proposé par la direction de la Régie. C'est la politique du gouvernement qui est à l'épreuve :

— d'un côté Mauroy qui couvre une direction qui s'oppose au changement et refuse de satisfaire les revendications ; — de l'autre la mobilisation des travailleurs de Flins.

A Flins, tous ensemble, il faut que les caristes gagnent

contre cette direction. Le 10 mai, le PS et le PC ont été élus pour le changement et non pour cautionner une direction par la signature d'un contrat que, d'ailleurs, tous les syndicats critiquent.

Le PS et le PC doivent choisir : ou la signature d'un contrat avec une direction qui bafoue les revendications et les droits des travailleurs ou les travailleurs en lutte.

A Flins, à la régie Renault, c'est en développant les mobilisations dans l'unité que sera imposé au PS et au PC le changement voulu par les travailleurs.

APRES les professionnels en lutte depuis deux semaines, c'est au tour des caristes de demander un changement de classification. L'importance de la grève des caristes se mesure au fait que depuis cinq jours, plus une seule voiture ne sort des chaînes de montage de Flins. En interrompant l'approvisionnement des chaînes ainsi que l'évacuation des pièces terminées, les caristes bloquent l'ensemble de cette entreprise de près de 18 000 travailleurs.

L'histoire a montré que la direction de Flins est une des plus dures de la Régie. Pourtant, contrairement à son habitude, elle n'a pas encore prononcé le lock-out. Il est indéniable que le sentiment de légitimité que ressentent tous les travailleurs, que la solidarité qui se manifeste avec les grévistes, contraignent la direction à prendre de nouvelles précautions qui ne lui semblaient pas indispensables en 1973 ou 1978

dans les mêmes conditions.

Mais le changement du 10 mai ne l'empêche pas de recourir à ses méthodes musclées, mises au point dans le passé : le 6 avril elle envoyait ses cadres tenter de bloquer les grévistes à l'entrée d'un atelier. Aussitôt les travailleurs des chaînes de cet atelier répondaient en débrayant largement pour soutenir les caristes.

Pourquoi cet entêtement alors qu'avec la production perdue, la direction aurait pu satisfaire la revendication de 3000 travailleurs pendant 25 ans ?

En refusant le P1 maxi 185 pour tous les caristes, la direction veut garder le droit de distribuer à sa guise des augmentations de salaires pour diviser un peu plus les travailleurs. Alors évidemment cette prérogative classique des patrons, la direction de la Régie ne veut pas l'abandonner comme ça. Le changement dans l'entreprise c'est seule-

ment pour le moment celui de l'état d'esprit des travailleurs : il n'est pas possible de tolérer les petites manœuvres de la direction.

L'aspiration à la dignité, le refus de laisser la direction déterminer arbitrairement qui aura une nouvelle classification, donc une nouvelle augmentation de salaire, et qui n'en aura pas, c'est ce qui court au travers des luttes du 74 au dernier trimestre de 1981. Mais c'est aussi, confusément, ce que revendiquent les professionnels de Flins.

Refuser les carottes que tend la direction régulièrement au travers des multiples classifications, freiner la chute du pouvoir d'achat, voilà la base de ces luttes catégorielles chez Renault. Au-delà de la solidarité qui se manifeste dans l'entreprise, il y a donc une base revendicative commune à tous les travailleurs pour s'en prendre ensemble à la direction qui divise et laisse baisser le pouvoir d'achat. Les caristes, au cours de leur premier débrayage, ont appelés les dirigeants syndicaux pour que dans l'unité syndicale, la grève soit soutenue. Le tract commun proposé par les grévistes a été sorti. C'est la première fois qu'un tract commun CGT, CFDT, FO sort sur l'entreprise. L'unité est un des éléments qui doit appuyer la lutte des travailleurs. C'est un sentiment qui se développe dans l'entreprise afin que les conditions optimales soient réunies pour gagner.

Face à la direction qui s'oppose au changement, qui refuse de satisfaire nos revendications, l'élargissement de la lutte est indispensable pour déjouer les manœuvres de division ou les menaces de look-out.

Aujourd'hui les conditions sont mûres pour lutter ensemble, tous ensemble pour que les caristes gagnent, pour la satisfaction de nos revendications.

► Marseille : 22 femmes auxiliaires des PTT licenciées

A l'heure où paraît une brochure gouvernementale sur les droits des femmes, avec pour chapitre n° 1 l'emploi, vingt-deux femmes auxiliaires des PTT sont obligées de lutter pour conserver leur emploi.

Le 1^{er} avril, la direction régionale a confirmé les licenciements. Occupation des locaux de la DR, délégation au conseil général où elles ont été reçues par le député PS Léonetti, signature de pétitions aux Chèques et au tri-gare... Leur mobilisation est soutenue réellement par la seule CFDT qui appelait à la grève le mercredi 7. FO s'est contentée d'un soutien verbal au début, tandis que la CGT se refuse à faire quoi que ce soit, et s'est même opposée à la grève. Le PS local a pris position en faveur des auxiliaires, mais la presse locale du PS comme du PC reste muette.

« N'est-il pas contradictoire de vouloir créer des emplois et de licencier en même temps des travailleuses ? » Cette interrogation des vingt-deux auxiliaires de Marseille est aujourd'hui celle de milliers de travailleuses de la Fonction publique.

La parole est maintenant à Le Pors (PC) et Mexandeau (PS), ministres de la Fonction publique et des PTT. La seule réponse obtenue pour le moment est celle des limites du budget.

En refusant leur licenciement, en exigeant un plan de titularisation, les auxiliaires de Marseille montrent la voie à tous les travailleurs de la FP, qui devront se mobiliser pour que le budget 1983 fasse enfin entrer le changement dans les faits.

P.S. : Le mercredi 7 avril, les auxiliaires recevaient la confirmation du ministère de leurs licenciements.

Les 22 auxiliaires licenciées de Marseille CCP/CNE A Monsieur le Ministre de la Fonction publique NOUS REFUSONS DE PERDRE NOTRE EMPLOI !

NOUS travaillons toutes depuis de nombreux mois dans les PTT. Nous effectuons le même travail que nos camarades titulaires, et avons même suivi une formation... A chaque fin de contrat, c'est la même inquiétude pour nous toutes : celle de ne pas le voir renouvelé ; celle de nous retrouver au chômage...

Il y a quelques mois, nous nous sommes mises à reprendre espoir. Vos déclarations, en effet, semblaient très claires ; vous disiez : « Il ne doit plus y avoir de licenciements d'auxiliaires. » Pour nous, cela signifiait : conserver notre emploi, pouvoir passer des concours tout en travaillant ; bref : rester aux PTT !

Aujourd'hui, nous sommes malheureusement obligées de déchanter ! Notre contrat qui expire le 31 mars ne sera pas renouvelé ! Nous ne comprenons pas une telle mesure ! Pourquoi nous licencier aujourd'hui, alors qu'il manque des effectifs dans les services ? Pourquoi nous licencier aujourd'hui, alors que votre gouvernement s'est fixé pour tâche prioritaire la lutte contre le chômage ? N'est-il pas contradictoire de vouloir créer des emplois et de licencier en même temps des travailleuses ?

Les auxiliaires ont longtemps été considérés comme de la main-d'œuvre corvéable et licenciable à merci. Sous l'ancien gouvernement, les licenciements étaient nombreux, et seule la lutte des travailleuses a permis de freiner cette hémorragie de personnel. Aujourd'hui, nous ne pouvons accepter que cela se passe de la même manière !

Comment comprendre qu'on utilise des heures supplémentaires pour écouler le trafic dans certains centres, et que, parallèlement, on rejette dans le cortège des deux millions de chômeurs des travailleuses et des travailleurs ?

Monsieur le Ministre, nous sommes fermement décidées à conserver notre emploi, et à lutter pour obtenir satisfaction.

Nous espérons néanmoins que vous interviendrez pour que la situation qui est la nôtre aujourd'hui ne se prolonge pas.

Vous avez décidé, dans le cadre de la nouvelle politique gouvernementale, un certain nombre de mesures : arrêt de licenciements et plan de titularisation.

Vous devez les mettre en pratique !
**NOUS REFUSONS DE PERDRE NOTRE EMPLOI
NOUS NOUS BATTONS POUR LE CONSERVER !**

Marseille, le 26/3/1982

Cette lettre ouverte des 22 auxiliaires de Marseille CCP-CNE, licenciées le 31 mars, est soutenue par les organisations syndicales CFDT et FO



ECHOS

SANS PAPIERS : Grève de la faim et rassemblement

Quarante marchands ambulants ont, depuis le 27 mars, entrepris une grève de la faim (au 57, rue Traversière, 12^e) qu'ils poursuivront jusqu'à l'obtention d'une carte de séjour et l'autorisation d'exercer leur activité. En effet, ils sont plusieurs centaines à avoir, dans le cadre de la régularisation exceptionnelle, close depuis mi-janvier, déposé des dossiers remplissant les conditions exigées par le gouvernement. Les marchands ambulants en lutte se situent donc parmi les 140 000 demandes de régularisation reçues par l'administration. Leur activité commerciale en fait une catégorie particulière de l'immigration, aussi exigent-ils la publication d'une circulaire définissant un statut de marchand ambulant et permettant leur régularisation en prenant en compte la situation des plus précaires de la profession.

D'autre part, des refus de régularisation commencent à parvenir aux postulants d'autres catégories, et plusieurs milliers de travailleurs immigrés n'ont aucun espoir, dans l'état actuel de la législation, de voir leur situation se régulariser. Les travailleurs immigrés se trouvent isolés. Les organisations majoritaires dans le mouvement ouvrier français doivent sans plus tarder s'engager dans le soutien aux sans-papiers.

Nous nous devons d'être nombreux au rassemblement appelé par le comité de grève et le comité de soutien (comprenant notamment la MTI, la FASTI, le MRAP 11^e et 12^e, le CEDETIM, le PSU, la LCR, etc.), **le MERCREDI 14 AVRIL, à partir de 17 h 30, au ministère de la Solidarité, 7, avenue de Ségur, Paris 7^e.**

- Pour la régularisation des marchands ambulants.
- Pour la régularisation de tous les sans-papiers.
- Contre le refoulement et toute expulsion.

Soutien financier : Joëlle Paquet, CCP Paris 67 6108 F.

AMIENS Grève des éboueurs

Depuis une semaine, les éboueurs d'Amiens sont en grève pour la suppression du ramassage le samedi, 20 embauches et l'organisation du ramassage en 17 secteurs. En décembre, la décision de passer à 35 heures avait été annoncée par le maire PC d'Amiens, sans précision sur le nombre d'embauches nécessaires et en faisant miroiter la possibilité de deux jours de repos le week-end. Jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu d'embauche et la réorganisation des finances fait passer le tonnage de 8 à 20 tonnes par tournée.

Après avoir refusé de recevoir les éboueurs pendant une semaine, la municipalité a engagé une campagne

de presse pour s'en prendre aux grévistes en les présentant comme des nantis et faisant un chantage à l'augmentation des impôts locaux pour retourner la population contre eux. Il a même fait appel à des équipes de volontaires pour ramasser les ordures. Pire, le maire communiste de Camon (commune voisine) a fait appel à une société privée pour briser la grève.

Finalement, Corsérat, le premier adjoint et membre du PC, a dû se rendre devant une AG des grévistes. Après avoir répété les propositions de la municipalité déjà refusées par les travailleurs, il a demandé aussitôt d'organiser... un vote à bulletins secrets. La grève a alors été reconduite à 90 % à l'appel de FO (largement majoritaire), avec le soutien de la CFDT (non représentée dans le service) et contre la CGT qui joue la courtoisie de transmission de la municipalité.

Lors de la réunion qui a suivi la reconduction de la grève, après avoir décidé que donéavant toute négociation devrait se faire devant l'AG, les travailleurs ont lancé un mot d'ordre de débrayage d'une heure de solidarité pour le lendemain à tout le personnel communal. Un tract sera diffusé à la population. Une pétition a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures. Une rencontre avec les syndicats de l'entreprise privée qui ramasse à leur place les ordures de Camon est prévue afin d'empêcher le passage de la grève.

Correspondant.

NANTES

Une action conjointe actifs-chômeurs

Lors d'une conférence de presse où Rouge était invité, le comité de chômeurs CGT de Nantes, le syndicat CGT de l'EDF-GDF de Loire-Atlantique ont expliqué l'action qu'ils ont menée en commun devant l'ANPE le 31 mars.

En faisant remplir par les chômeurs pointant à l'ANPE un formulaire d'embauche à l'EGF, fait par le syndicat, ils ont voulu dénoncer l'embauche au compte-gouttes à l'EGF (55 embauches pour 300 nécessaires d'après la CGT). En une heure, plus de 100 formulaires ont été remplis. « Il est possible que dans chaque entreprise les travailleurs évaluent les possibilités de création d'emplois... et qu'avec les chômeurs, demain, une action de plus grande envergure soit menée... En ce sens aussi, la prise en charge du changement passe par la mobilisation générale. » Tel est le bilan que tirent les organisateurs. Préparer une mobilisation générale ? Oui, mais dans ce cas, n'est-il pas alors nécessaire de poser le problème de l'unité syndicale sans laquelle une telle mobilisation risque de ne pas voir le jour.

Correspondant

MEETING LCR PTT

le 21 avril à 20h

à l'AGECA

177 rue de Charonne - Paris 11^e

avec Alain KRIVINE et un représentant du GRS

La grève des camionneurs en blouse blanche

PENDANT une semaine, 80 % des internes et des chefs de clinique et des centres hospitaliers universitaires (CHU), soutenus par la grande majorité des agrégés et des patrons, ont fait la grève des soins et n'ont assuré que les urgences (1). Il s'agit de la première grève des soins en France, dont l'ampleur et la dureté ont surpris. En effet, si la notion d'urgence chirurgicale est assez précise, il n'en va pas de même en médecine. C'est précisément en médecine que les soins médicaux des malades hospitalisés sont nécessaires pour éviter l'urgence. Par exemple, il est habituel de traiter ou mieux de prévenir la phlébite pour éviter l'urgence de l'embolie pulmonaire... S'il n'y a pas eu de décès connu imputable à la grève, on le doit moins à la conscience professionnelle des grévistes qu'à celle du personnel infirmier. Cette grève est le résultat de la colère accumulée des internes et des chefs de clinique, médecins contractuels à l'avenir incertain, revendiquant à juste titre un « statut » avec un salaire correspondant à leur qualification et à leur travail ; des horaires décentes, des gardes mieux rémunérées, une couverture sociale normale, des débouchés moins aléatoires. Mais cette grève est aussi l'expression de leur rage corporatiste à voir disparaître progressivement leur caste, oubliant que leur statut précaire actuel est l'héritage de la situation dorée d'avant 1958 où l'activité hospitalière limitée à la matinée était l'occasion d'une formation et d'une qualification honorifiques.

Ainsi, la principale revendication des grévistes est l'abrogation des décrets du ministère de la Santé qui ont octroyé le titre de spécialiste, à l'égal des internes de CHU, à des internes dont les études ont été correctement



faites dans des centres hospitaliers non universitaires et surtout de façon transitoire à des étudiants collés à trois reprises au certificat de spécialiste avec plus de 7 sur 20 (2).

Il faut dire que cette dernière mesure ministérielle n'était pas des plus habiles, bien que prise en combinaison avec l'Ordre des médecins, fidèle à sa devise : toujours prêt à collaborer. « *Etes-vous prêt à monter dans un boeing dont le pilote a été collé trois fois avec 3/20 au brevet ?* », demandent avec démagogie internes et chefs de clinique. Et pour défendre la sécurité des passagers et la santé des malades, nos pilotes dûment brevetés décidèrent de sauter en vol en laissant les passagers à

bord et les malades dans leur lit. C'est que, tels des paysans perdant leur terre, internes et chefs de clinique s'accrochent désespérément à l'illusion de leur passé, pour refuser l'avenir. Cette grève l'annonce et même à sa manière revendique : leur assimilation prochaine aux fonctionnaires.

Victimes de l'autoritarisme de leurs patrons qui profitent de façon éhontée de la précarité de leur emploi, les chefs de clinique ont pourtant participé nombreux à la manifestation mandarinale réactionnaire du 3 mars en défense du secteur privé, aux cris de « *Ralite à Moscou* ». Ils hurlent au totalitarisme dès qu'ils soupçonnent la moindre tentati-

ve détournée de la fonctionnarisation de la médecine ; pourtant la plupart d'entre eux espèrent pouvoir rester travailler à l'hôpital. C'est-à-dire devenir fonctionnaires. L'ambiguïté de cette grève est que nombre de médecins qui ont participé à ce mouvement ont voté Mitterrand le 10 mai. C'est le cas du syndicat de médecine hospitalière qui s'est divisé pour cette mobilisation. Seul le SNESUP dénonçait le caractère corporatiste de la grève en rappelant la dissolution de l'Ordre des médecins.

Ayant commis l'erreur de souder le corps médical hospitalier, J. Ralite a eu la sagesse de céder aux revendications des internes et chefs de clinique, évitant ainsi une montée nationale prévue sur

Paris et isolant par la même occasion les défenseurs acharnés du secteur privé regroupés dans la coordination d'extrême droite « Solidarité nationale ».

Humanisme et gros sous

Avec cette lutte, on voit s'effondrer les derniers lambeaux du vieil humanisme médical. On a pu entendre à la TV les patrons dire que si on ne les paye pas de la main à la main, ils ont peur de se comporter de façon inhumaine avec les malades ! Les médecins hospitaliers montrent que les malades ne sont pour eux que outils de travail dont ils disposent en temps de grève, tel les chauffeurs de leurs camions !

Cette grève aura eu au moins une vertu, c'est de monter au personnel hospitalier qu'il ne faut pas croire les grandes déclarations du style « le malade avant tout » et on peut prédire sans tomber dans un poujadisme en miroir que les travailleurs hospitaliers n'accepteront plus les pressions du corps médical pour limiter leurs actions.

Quant à la santé, c'est un bien trop précieux pour la confier aux médecins — fussent-ils brevetés —, et au gouvernement, fût-il de gauche. C'est la mobilisation des travailleurs et de la population qui montreront une autre médecine indépendante de l'argent et de l'Etat et un autre humanisme médical.

R. Garcin

(1) La pyramide hiérarchique : en bas, externes, puis internes, chefs de clinique, agrégés, enfin patrons.

(2) Il existe actuellement deux voies pour devenir spécialiste. La voie royale de l'internat CHU et la voie des certificats de spécialistes prolongeant de trois ans les études.

QUE SE PASSE-T-IL DANS LES HOPITAUX ?

DEPUIS septembre, le secteur santé voit une montée des luttes du personnel hospitalier. Plus de 70 hôpitaux, selon le ministère, sont en grève. L'ampleur de ce mouvement gréviste est comparable à celui de 1978 (lutte sur les 13 heures). Mais ces luttes sont caractérisées par leur éclatement service par service, hôpital par hôpital. Dispersion renforcée par la politique des fédérations CGT et CFDT qui refusent toute globalisation des luttes et tous plans de mobilisation national et unitaire.

Le changement dans les hôpitaux

Pourtant le 10 mai voyant ce secteur exsangue, ayant subi de plein fouet la crise économique et les plans de restructuration de la bourgeoisie. Cela s'est traduit par une carence en personnel telle qu'il fallait embaucher de 60 000 (chiffre CTP) à 150 000 (chiffre CGT) personnes pour faire face à la gestion quotidienne des services. Chaque été voyait le même problème se poser, à savoir le remplacement du personnel parti en vacances. Et chaque ser-

vice devait se poser le dilemme : qui soigne les enfants ou les vieux ? ceux qui ont le plus de chance de s'en sortir ?

Le 10 mai représentait pour ce secteur un espoir à la mesure de la situation catastrophique. Espoir rapidement déçu par les mesures prises par le gouvernement et le ministère de la Santé.

● Saupoudrage de personnel département par département, dans un climat de foire d'empoigne dans les réunions de répartition.

● Réduction de la durée de travail à 39 heures aboutissant à une augmentation de la charge de travail. Chasse aux pauses. Intégration de la demi-heure de repas dans le temps de travail. Limitation du chevauchement d'équipes.

● Cinquième semaine qui revient sur les acquis. Décompte des congés en six jours au lieu de cinq, ce qui fait perdre en fin de compte des jours de congés. C'est contre le retour sur les acquis, pour l'augmentation des effectifs que les luttes des hôpitaux — Beclère, Lyon, Angers — ont démarré.

La stratégie des directions des fédérations santé — CGT qui attend

les élections aux commissions paritaires, CFDT qui se contente de demander des négociations et revise en baisse les revendications — consiste à laisser s'éparpiller ces luttes sans leur donner de perspectives d'ensemble sous la forme d'une mobilisation nationale et d'un plan de lutte nationale unitaire pour la création de 150 000 postes. Du reste, toute l'activité des syndicats doit se concentrer sur les élections paritaires du 4 mai, les luttes doivent être subordonnées à ces échéances.

La santé, terrain de lutte pour la droite

Les effets négatifs de la politique gouvernementale favorisent la mobilisation de la droite et de ses représentants dans le secteur.

● Les conseils d'administration et leur président de droite se souviennent d'un seul coup que leurs établissements souffrent d'une pénurie dramatique de personnel.

● Les directeurs refusent d'appliquer les circulaires ministérielles (droit de grève, droits syndicaux) et quand ils

les appliquent, comme pour les 39 heures, c'est pour restreindre les acquis du personnel au nom du ministère.

● Les chefs de clinique, les patrons, les internes se mobilisent au cri de « *Ralite à Moscou* ».

● Le syndicat des cadres hospitaliers pousse à la constitution de listes « autonomes » pour les élections.

La santé devient un terrain de mobilisation pour la droite, aidée en cela par la politique de concession du gouvernement et du ministère de la Santé, qui se traduit par le refus d'une politique de santé aux services des travailleurs au nom du déficit de la Sécurité sociale. Celle-ci devient d'ailleurs la pourvoyeuse en argent de toutes les réformes sociales gouvernementales, pour le plus grand profit des patrons, au détriment des usagers. Ce qui a changé depuis le 10 mai, c'est que les nombreuses délégations d'hôpitaux en lutte qui se rendent au ministère ont été reçues. Mais pour s'entendre dire : « *Il y a le déficit de la Sécurité sociale* », « *on ne peut pas tout, tout de suite* », « *il faut être patient, on crée un groupe de travail* ». En fait, les concessions à la droite n'ont

d'égal que le refus de satisfaire les revendications du personnel et des usagers.

L'alternative pour un vrai changement dans la santé

Il ne peut être question que la santé soit prétexte à profit. La rentabilité et l'austérité déjà inacceptables dans les autres secteurs d'activité le sont encore moins dans la santé. Il y a la possibilité d'une politique de santé au service des travailleurs, d'assurer l'égalité des soins pour tous. Le gouvernement doit dégager les moyens nécessaires pour permettre l'embauche massive de personnel, seul moyen pour améliorer la qualité des soins et la qualité de l'hospitalisation. Pour réduire la semaine à 35 heures sans perte de salaire. Pour améliorer les conditions de travail du personnel. Encore faut-il que les choix budgétaires soient ceux de faire payer les patrons, en exigeant le paiement de leurs dettes à la Sécurité sociale par exemple.

P. Clément

A Bella, les travailleuses à domicile dans la lutte

• Pour leurs droits, elles ont envoyé une lettre ouverte à François Mitterrand, Pierre Mauroy, Jean Auroux, Yvette Roudy et Georgina Dufoix

DANS l'usine Bella, une rencontre inhabituelle dans une entreprise : des travailleuses à domicile participant à la lutte. Plusieurs d'entre elles expliquent qu'elles « faisaient du travail à domicile parce que ça leur permettait d'élever leurs enfants, et puis que, de toute façon, trouver un emploi dans la région n'était pas chose facile ». Pendant des années, elles ont donc subi des conditions de travail scandaleuses : sous-payées, surexploitées, sans droits et sans garanties sociales.

Dispersées dans les trois départements de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales, elles ne se connaissaient pas, et ne s'étaient même jamais rencontrées jusqu'à la lutte pour le maintien de l'emploi à Bella, qui a amené la section CGT à soulever les problèmes politiques posés par la situation des travailleuses à domicile (244 sur un effectif de plus de 1 000 dont 80 % de femmes).

Après le dépôt de bilan, le 18 décembre dernier, certaines d'entre elles ont participé à l'occupation de l'usine. Elles ont su ainsi que des lettres de licenciement étaient prêtes à partir pour les ouvrières à domicile. Les travailleuses de Bella et leur section CGT ont décidé qu'ils n'accepteraient pas plus les licenciements des « domiciles » que les leurs. De plus, les considérant comme des travailleuses à part entière, ils ont pris en charge de manière exemplaire la lutte pour la reconnaissance des garanties sociales pour les ouvrières à domicile.

Dérogation ou droits nouveaux

Colette : « Il n'y a aucun texte de loi qui garantisse clairement nos droits au chômage partiel. Pour toucher le chômage, on nous disait qu'il fallait être licenciées. Or, nous voulons con-



tinuer à travailler. Avec les autres ouvrières, nous estimons que nous ne sommes pas responsables de la mise en liquidation de l'entreprise. Et nous voulons avoir les mêmes droits que les autres. » Elles ont donc, avec la section CGT, rédigé une lettre expliquant leurs conditions de travail et leurs revendications. Cette lettre a été adressée au président de la République, au Premier ministre, à Auroux, Yvette Roudy et Georgina Dufoix. Conférence de presse, manifestations ont permis que le problème soit connu de l'ensemble des travailleurs(euses) de la région.

« Ça a fait un gros scandale ! Le journal local l'Indépendant traitait : "Les ouvrières à domicile : problème dans le problème". »

L'affaire était portée sur la place publique. A la deuxième réunion appelée par la CGT et les ouvrières à domicile, elles étaient presque 200 à s'être déplacées

des quatre coins de la région pour soutenir leur revendication.

Elles ont ainsi obtenu, par dérogation spéciale du ministère du Travail, une indemnité de 70 % de chômage partiel. Pour éviter trop de bruit autour de cette affaire, l'inspection du travail est allé chercher les trois meilleurs salaires sur les deux années 1980 et 1981. Sans quoi, elles n'étaient que 86 sur 244 à atteindre un minimum mensuel de 1 532 F leur donnant droit au chômage partiel. Aujourd'hui, elles continuent de se battre pour 75 d'entre elles qui n'atteignent pas le taux minimum, elles ont adressé une deuxième demande de dérogation à M. Auroux, ministre du Travail.

Mais les travailleuses ne sont pas dupes. Elles savent que si le changement du 10 mai a favorisé la satisfaction en partie de leurs revendications, c'est surtout par leur lutte que le problème a été posé, c'est grâce à elle et à l'unité des travailleuses de Bella, qu'elles ont gagné. « Maintenant, nous ne nous laisserons plus faire. Nous nous battons pour que tous les emplois soient maintenus, et si l'usine reprend, nous nous battons pour avoir les mêmes droits que les ouvrières de l'usine en matière de salaire et d'augmentation. » Elles sont conscientes que ce qu'elles ont obtenu par dérogation, « c'est une voie ouverte, mais pas une garantie réelle ». Aussi demandent-elles que le maximum d'information soit donné sur les acquis de leur lutte pour que toutes celles qui font du travail à domicile le sachent.

Et puis, le gouvernement ne devrait pas s'arrêter à des dérogations, mais légiférer à partir des acquis de cette lutte. Sans de nouveaux droits sociaux et sans prise en charge syndicale, les travailleuses à domicile sont totalement isolées, sans recours face à leurs patrons.

Sonia Folloni

24/25 AVRIL A LA SORBONNE Etats généraux sur le TRAVAIL DES FEMMES ET LES FEMMES DANS LE TRAVAIL

LA préparation des états généraux bat son plein. Le report d'une semaine, pour des raisons de salle, a sans doute créé quelques difficultés, en particulier pour les coordinations de province. Mais, en même temps, ce délai supplémentaire de préparation est loin d'être inutile.

Une participation très large et un écho important de cette réunion sont d'ores et déjà prévisibles.

C'est ce qui permet d'espérer le nombre des organisations qui appellent nationalement : outre le collectif des assises, il s'agit de la Coordination des groupes femmes, du Mouvement du planning familial, de l'URP CFDT, du SNPES (FEN) du 75, 93, 77, 91, de l'UNEF-ID, du MLAC ; le PSU, la LCR, les CCA, les JCR et Jeunes femmes soutiennent l'initiative.

Et c'est ce qui confirme les réunions unitaires et les nombreuses initiatives de préparation qui sont prises dans beaucoup de villes de province.

Sont invitées à ces réunions des représentantes des mouvements femmes de différents pays, ainsi que les travailleuses qui, dans les entreprises, ont mené des luttes ces dernières années.

Leurs témoignages devraient permettre de débattre concrètement de ce que sont aujourd'hui les problèmes que rencontrent les femmes dans le travail.

Alors que les femmes subissent le chômage et les discriminations, que les projets gouvernementaux en matière de travail à temps partiel sont publiés, la confrontation des positions et des expériences est indispensable pour faire le point et définir collectivement des axes d'intervention.

Les états généraux devraient permettre de répondre à cette préoccupation partagée par toutes les femmes travailleuses. Dans quelques jours qui nous séparent encore des états généraux, la préparation va s'accélérer, permettant que ceux-ci soit un grand succès pour la défense des revendications des femmes et l'affirmation de leur mouvement de lutte.

Les états généraux auront lieu à Paris, les 24 et 25 avril, à la Sorbonne (grand amphithéâtre), métro Odéon ou Saint-Michel.
Le samedi de 14 h à 20 h, le dimanche de 9 h 30 à 17 h.

Affiches et tracts d'appel aux états généraux sont disponibles. Passez les commandes à la Maison des femmes, 8, cité-Prost 75011 Paris. Tél : 348 24 91.

Permanences de 16 h à 20 h, permanence états généraux le mercredi de 18 h à 20 h. L'affiche coûte 1 F et le tract 7 centimes.

cahiers du féminisme



Au sommaire :

la préparation du 8 Mars et les états généraux sur le travail des femmes des 17 et 18 avril ; la situation aux Philippines, en Espagne, au Brésil et en Argentine, en Pologne et en URSS.

prix : 12 F

« On pourrait passer à l'émission "Incroyable mais vrai". »

Ouvrières à domicile depuis plusieurs années, Gisèle et Colette décrivent leurs conditions de travail :

« Nous sommes payées à la pièce, entre 2 F et 3 F pour un vêtement de poupée qui se vend 30 ou 40 F dans les magasins. Pour un revenu de 2 000 F par mois, il faut travailler entre 60 et 70 heures par semaine. Chez moi, je n'arrête pas, j'ai toujours du travail dans les mains... Sans compter que nous fournissons la machine, l'électricité ; les réparations de la machine sont à notre charge. Ce n'est que depuis trois ans que nous avons obtenu, avec le syndicat, que le patron fournisse le fil, et depuis un an, nous avons également une prime de 2,50 % de frais d'atelier. »

« Moi, je coiffe les têtes, 0,38 F, 0, 40 F, 1,15 pièce selon les mo-

dèles. Il faut dire aussi que le travail est distribué à la tête du client. » « Pour ce qui est de l'augmentation, on avait à peu près 3 centimes la pièce, une fois l'an seulement, une fois une fille est allée demander une augmentation plus importante, la direction a répondu que s'il fallait nous augmenter, elle préférerait envoyer la totalité du travail se faire à l'étranger. » Effectivement, une partie de la fabrication des vêtements de poupée se faisait en Espagne, avec aussi des ouvrières à domicile dans la région de Llansa, sûrement encore plus mal payées.

« Ça ne paraît pas possible, s'exclame Colette, on pourrait passer à l'émission "Incroyable mais vrai". On se disait que s'il arrivait quelque chose à l'usine les "domiciles" n'auraient droit à rien. »

«Construire un parti révolutionnaire»

• C'est la question posée par «Renouveau Communiste», un groupe de militants qui ont quitté pour la plupart le PCF du Crédit lyonnais

Vingt militants du Crédit Lyonnais Paris, dont la plupart ont rompu récemment avec le PCF, ont créé Renouveau communiste, un groupe qui vient d'avoir sa troisième expression dans leur entreprise. Militants syndicaux, ils sont, pour beaucoup, responsables dans leur organisation de masse. «Rouge» avait rendu compte de l'existence de Renouveau communiste lors de la diffusion de son premier tract. Ces camarades ont accepté de donner une interview à notre journal.

• Qu'est-ce qui a motivé votre départ collectif du PCF et la création de Renouveau communiste ?

— Un ensemble de facteurs est à l'origine de notre décision. L'absence de démocratie dans le parti car pour être révolutionnaire et efficace, un parti doit permettre la discussion d'opinions différentes, afin que les débats contradictoires, les décisions, reflètent effectivement l'opinion de la majorité. Ce qui n'est le cas, selon nous, dans aucun parti. Le problème n'est pas nouveau et certains d'entre nous ont mis plusieurs années pour conclure qu'au sein du PCF, dans la situation actuelle, on ne peut corriger les déviations antidémocratiques.

La Pologne, bien sûr, et le manque d'analyse propre du PCF sur les pays de l'Est. Pour nous, il

n'y a pas seulement une succession d'erreurs dans ces pays, mais une grave crise économique, politique et sociale que le mouvement ouvrier doit analyser.

Le désaccord porte enfin sur la pratique du PCF en France, son retournement avant/après mai 1981 où alterne une période sectaire suivie d'un alignement sur le PS. Nous ne sommes pas contre la participation du Parti communiste au gouvernement, à condition qu'il ne renonce pas au caractère révolutionnaire de son action. Un parti révolutionnaire doit être capable d'assumer une stratégie d'union, en s'exprimant totalement comme parti révolutionnaire. Ce n'est pas le cas. Le PCF paie au prix fort ses reniements (une partie de son électeurat populaire l'a abandonné depuis l'année dernière). Il semble notamment avoir abandonné

l'idée d'un « seuil minimum de nationalisations ».

Nous avons créé *Renouveau communiste* afin d'œuvrer pour ce qui nous paraît la question essentielle : la construction d'un outil, d'un parti révolutionnaire en France.

• Quelle orientation politique préconisez-vous dans la situation présente ?

— Les travailleurs sont déçus par la politique du gouvernement. On le sent partout, autour de nous. Qu'il soit au gouvernement ou pas, un parti révolutionnaire doit organiser les luttes. Il doit le faire à partir du vécu, des besoins des travailleurs, et rejeter toute politique d'austérité. Sur cette base, il faut mettre en œuvre une politique d'union, avec la social-démocratie et tous ceux qui ont intérêt au changement. Il faut aller vers des prati-

ques de masse qui associent, mobilisent les gens sur la base d'objectifs politiques clairs.

Sur la stratégie, nous pensons que la voie démocratique vers le socialisme n'est pas une hérésie. Il faut conjuguer toutes les possibilités qu'offrent les processus institutionnels avec l'action de masse des travailleurs.

• Quels sont vos rapports avec les oppositionnels du PCF ?

— Nous avons discuté franchement avec les animateurs de *Rencontres communistes hebdo*. Nos analyses sont différentes. Ces camarades critiquent le fonctionnement du PCF, ce qui est insuffisant, et sont favorables à une dynamique populaire autour de la politique actuelle du gouvernement. Il y a certes des idées intéressantes, mais trop d'oppositionnels tournent en

rond, sans pratique politique de masse.

• Comment envisagez-vous la construction du parti révolutionnaire ?

— Beaucoup de militants communistes sont partis individuellement du PCF et restent isolés. Notre démarche était collective. Sans doute existe-t-il d'autres militants dans notre cas, et nous sommes disposés à tout contact avec eux. Pour l'heure, nous travaillons à définir nos bases politiques. Une relative homogénéité de notre groupe est nécessaire, sans exclure les différences entre nous. Nous nous sommes mis hors du PCF librement et nous voulons nous assurer comme tels.

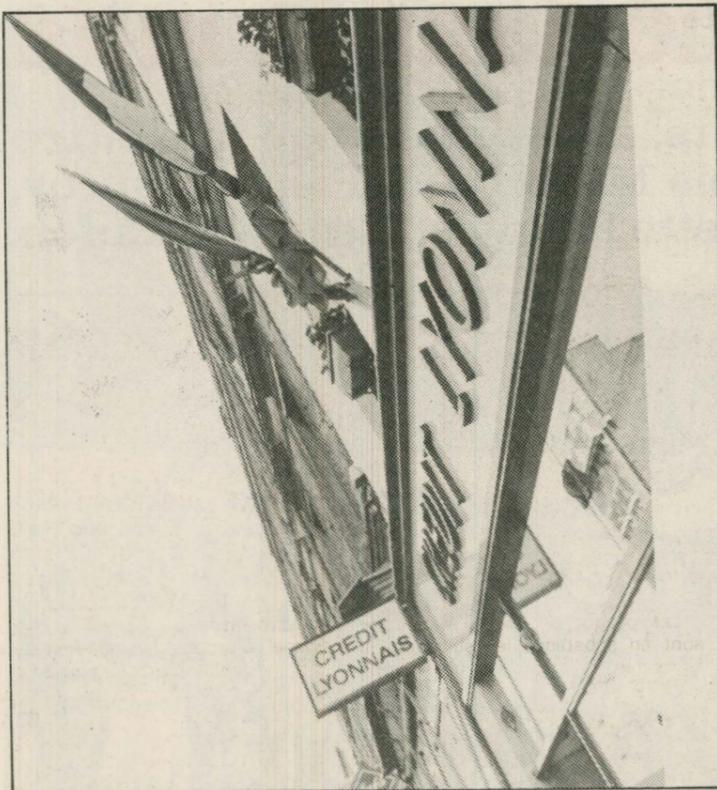
L'opposition à l'intérieur du PCF, selon nous, est un échec. Nous ne voulons pas suivre les militants qui rejoignent le PS, car ce parti est essentiellement caractérisé par une pratique de collaboration de classes. Quant à l'extrême gauche, principalement trotskyste, elle représente un réel potentiel militant, mais n'a pas réussi à s'imposer comme force politique de premier plan.

Le potentiel sur lequel peut se constituer le parti révolutionnaire auquel nous aspirons existe. Il est constitué par l'essentiel des militants du PCF, ceux qui l'ont quitté, de nombreux militants d'extrême gauche, une frange non négligeable au sein du PS, auxquels s'ajoutent tous ceux qui ne s'engagent pas, dérouterés par le vide politique de la gauche.

Cette perspective ne pourra se dessiner, à terme, que par une action politique cohérente, menée au plus près des travailleurs.

Propos recueillis par Michel Thomas.

Pour tout contact avec Renouveau communiste : Patricia Richard. Poste restante Paris 108, 75009 Paris.



STAGES D'ETE DE LA LCR

POUR S'INSCRIRE

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre complètement et d'y joindre 150 F d'arrhes

— soit en liquide

— soit en chèque, à l'ordre de la LCR

et une enveloppe timbrée à votre adresse.

LCR Formation, été 82,
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

Stage n°1 : du 3 au 10 juillet
Stage n°2 : du 10 au 17 juillet
Stage n°3 : du 17 au 24 juillet
Stage n°4 : du 24 au 31 juillet
Stage n°5 : du 31 juil. au 7 août
Stage n°6 : du 7 au 14 août
Stage n°7 : du 14 au 21 août

Le prix est de 650 F tout compris (pension complète et matériel de formation).

Une crèche garderie est organisée en permanence pour les enfants.



Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____

Age : _____

en contact avec la LCR : _____

Sexe : _____

sans contact avec la LCR : _____

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : _____

SOUSCRIPTION OBJECTIF 500 000 F

LCR Agen,		Bayonne, JF	200
suite à une réunion sur les cantonales		Bayonne, R	100
Sympathisant CFDT	100	LCR Nancy	
Sympathisant CGT	100	un camarade	150
Sympathisant immigré	50	Meeting Krivine	54,65
Un reste de bar	50	LCR Tours	415
Reliquat de bénéfice de Rouge	50	LCR 92	
LCR Nantes		Thomson Issy	400
Cellule jeunes	50	ORTF Issy	50
Cellule SNCF	50	ORTF Issy	170
GM Nantes	210	LCR Brest	450
RL, Société générale	100	Ex-cellule recherche Marseille	3 200
DG, INRA	110	Cellule instut Marseille	200
MM, Nantes	50	LCR Montbéliard	200
LCR Montargis	150		
Secu CE-CPC	90	Total liste	7 749,65
Michel, Sceaux	50	Ancien total	61 757,15
Denys, « Pour un début »	10		
LCR Bayonne	700	Nouveau total	69 197,15

Ci joint _____ pour soutenir financièrement le combat de la LCR.

Nom _____

Prénom _____ Adresse _____

Profession _____ Syndicat _____

LCR/sympathisant/autre parti _____

Mention très courte pour le journal

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil)

ARMEE : La mobilisation des soldats inquiète : la droite essaie de riposter en attaquant le gouvernement

- Après l'interview du général Lacaze à « L'Express », le « Figaro magazine » prend la relève
- Seul le ministre C. Hernu semble épargné...
- Dans les gares, dans les casernes la signature massive de la pétition des soldats continue

CEST désormais évident : la droite dispose ses forces pour une offensive contre la politique militaire du gouvernement. Le fait est en soi significatif lorsqu'on se souvient que lors du dernier débat budgétaire à l'Assemblée, seul le projet défendu par Charles Hernu avait fait l'unanimité. Une offensive frontale semble cependant exclue dans l'immédiat, tant la politique suivie rue Saint-Dominique offre peu de prise à une critique de droite. Il faut donc s'attendre plutôt à la mise en œuvre d'une tactique de harcèlement permanente qui pourrait déboucher sur une remise en cause plus globale à l'automne lors de l'examen du budget de la Défense au Parlement.

La tactique de la droite destinée à mobiliser les militaires contre le gouvernement a été initiée au plus haut niveau, celui du chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze. En donnant une interview à l'Express (voir Rouge n° 1010) à la une duquel il apparaît en uniforme et à visage découvert, le général Lacaze clôt une période d'hostilité prudente de la hiérarchie militaire à l'encontre du gouvernement pour ouvrir plus franchement les hostilités. Il est apparemment fini le temps où des officiers généraux d'active préféreraient avancer à visage masqué sous la protection de pseudonymes. Les

choses n'en sont que plus claires et Lacaze pose fermement ses conditions.

Les généraux se font plus exigeants

Les propos du chef d'état-major sont en substance les suivants : la hiérarchie militaire n'a pas bougé après le 10 mai parce que la politique suivie ressemblait à s'y méprendre à celle qui avait prévalu depuis des années rue Saint-Dominique. Mais, et c'est là que le propos cingle comme un avertissement, il y a deux choses qui seraient inacceptables : la remise en cause de la discipline au sein des casernes, autrement dit la non-poursuite d'une politique de répression à l'encontre des luttes des soldats du contingent ; le maintien durable de la part du budget militaire en dessous de la barre des 4 % du PIBm (produit intérieur brut marchand).

Sur le premier point, instruits de l'expérience des dernières semaines, les généraux ne se font sans doute pas trop de soucis même s'ils veulent une revanche éclatante sur les initiateurs de la pétition, signée par plus de 4 000 soldats, pour la réduction du service à 6 mois et les droits démocratiques dans les enceintes militaires. Sur le second point en re-

vanche, ils placent volontairement la barre très haut car cela revient à exiger une augmentation bien supérieure à 20 % des crédits militaires pour les prochains exercices budgétaires. Une véritable provocation contre les travailleurs qui s'articule parfaitement aux batailles de la droite, par l'intermédiaire du Conseil constitutionnel, à propos des indemnités des nationalisables. Complément de cette tactique de harcèlement avec des objectifs de haut niveau, la droite développe une propagande grossière dont le fleuron revient incontestablement au Figaro Magazine cette semaine. Dernière trouvaille de ces gens « sérieux », les propositions du PS en matière d'organisation du service militaire seraient directement inspirées du manuel sur l'insurrection armée éditée sous le pseudonyme collectif de Neuberg en 1930 par l'Internationale communiste. Le propos prêterait à rire s'il ne cachait pas un objectif de mobilisation de masse anticommuniste des personnels militaires de carrière. Dans la même livraison du Figaro Magazine, ces gens-là prennent soin pourtant d'épargner le ministre Charles Hernu...

La ligne de la moindre résistance

Il faut dire que, pressentant le danger, le ministre de la Défense cède par avance aux injonctions des généraux et de la droite. A cette fin, il vient de prendre plusieurs mesures qui seront autant d'arguments pour justifier le moment venu une augmentation massive et brutale des crédits militaires.

1) Le nombre d'appelés dans la gendarmerie sera l'an prochain en augmentation de 50 % sans qu'il soit envisagé une réduction des effectifs fournis aux autres armes par le contingent. En un an, les effectifs totaux de la gendarmerie seront ain-

Les socialistes veulent-ils toujours casser l'armée ?

Jusqu'où ira la réforme de l'armée ? Pour l'actuel chef d'état-major des Armées, Jeannou Lacaze, comme pour son prédécesseur le général Guy Méry, réduire la durée du service national à six mois ce serait «casser» l'armée... Quant à Charles Hernu, il dénonce ceux qui veulent introduire la «lutte des classes» dans les régiments.

par Georges Rieu (*)

Elan de sympathie pour Hernu dans le Figaro

si portés à quelque 80 000 hommes. Et encore, le coût politique peut s'avérer beaucoup plus dangereux que le coût financier.

2) Le nombre de journées consacrées en moyenne par unité à la préparation au combat sera lui aussi nettement augmenté (manœuvres, sorties sur le terrain, etc.)

Ce ne sont là que les premiers indices d'un plan plus vaste qui devrait conduire à un véritable bond en avant des crédits de fonctionnement des armées. Comme il paraît exclu, au vu des projets du ministère en matière d'équipements, que les autorisations de programme et les crédits d'équipements aient à souffrir d'un rééquilibrage des priorités budgétaires en faveur des crédits de fonctionnement, la conclusion s'impose que l'on nous prépare un budget des armées redevenant le premier de l'Etat.

Quelle alternative

La peur du danger n'évite pas celui-ci. Ce n'est pas parce que les généraux et la droite se montrent arrogants qu'il faut leur céder, car une telle politique a un nom : la capitulation. Dans tous les cas, elle mène à l'impasse. Ainsi, à chaque fois que C. Hernu a pris fait et cause pour les généraux, il a en vérité encouragé leur détermination à s'opposer par tous les moyens au changement. Il faut au contraire rompre avec une telle orientation. Un mouvement de masse sans précédent existe désormais autour de la pétition des sol-

Entre deux feux

• Charles Hernu, ministre des Armées, est dans une dramatique alternative.

Mitterrand lui a demandé de tout mettre en œuvre pour rassurer l'armée sur l'expérience socialiste et pour apaiser les inquiétudes des états-majors. Et il y réussit partiellement. Mais chaque fois que ce fils de gendarme prend une décision convenant aux généraux, il perd quelques-uns de ses amis politiques du passé, grands pourfendeurs des traîneurs de sabre.



Charles Hernu « Comment ménager l'armée sans déplaire au P.S. »

Il ne pourra longtemps contenter ainsi tout le monde, et son protecteur de l'Elysée. Celui-ci, tout en lui gardant sa confiance, lui chercherait, dit-on, une autre affectation.

datés dans les camps, les bases et les casernes des différentes armes. C'est sur cette force de changement qu'il faut s'appuyer, en étant certains qu'elle peut polariser autour d'elle nombre, non seulement de jeunes engagés, mais aussi d'officiers et de sous-officiers qui hésitent aujourd'hui entre les soldats du rang et les généraux. C'est donc un devoir de tout le mouvement ouvrier dans la perspective de contrer l'offensive de la droite et des généraux, d'amplifier le mouvement de lutte aujourd'hui dans les casernes et de lui donner les moyens de vaincre les « ennemis du changement qui sont dans notre pays », comme le rappelle fort opportunément le collectif national de campagne des soldats

J-L Michel

Une consigne militante :
NE PAYEZ PAS CE NUMERO ! (voir p.4)

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale)
n°6 mars 82 / 10 fr.

Sommaire

Premier coup de grain !

Les 35 heures :

- 3 millions d'emplois possibles !
- réponses aux arguments des patrons

Le rapport Schwartz à l'université

LA DECENTRALISATION

- I- Réforme et renforcement de l'Etat
- II - DOM : réaménagement de la domination coloniale

Pologne :

autogestion ouvrière et contrôle social

L'Internationale et la guerre : 1940-1946

Les parlementaires ligueurs pour les droits de la défense à l'armée

PRES d'un an après le 10 mai, on peut prendre la mesure du changement ou de l'absence de changement dans les casernes au fait que les soldats n'ont toujours pas obtenu d'exercer les droits nouveaux promis par le PC et le PS et conformes aux libertés démocratiques dont bénéficient les civils. Même le droit élémentaire à la défense, le recours à un avocat en cas de procédure engagée contre eux, leur est, en toute illégalité, systématiquement refusé par la hiérarchie militaire « couverte » par Charles Hernu.

C'est de cette situation d'exception inadmissible que se sont émus, dans une lettre au ministre des Armées, les parlementaires de l'intergroupe ligueur (une centaine de députés et sénateurs affiliés à la Ligue des droits de l'homme). Les avocats doivent pouvoir défendre

leurs clients dans les enceintes militaires : y renoncer, ce serait renoncer à défendre les libertés. Mais, au-delà de ce droit élémentaire à la défense, se pose le problème du règlement de discipline générale des armées (RDGA) qui reconnaît à la hiérarchie militaire le pouvoir exorbitant de priver des soldats de la liberté dès lors qu'ils entendent exercer les mêmes droits démocratiques d'information, d'expression et d'organisation que les civils. D'autant que le recours à un avocat, malgré l'effort méritoire du Comité droits et libertés dans l'institution militaire (DLIM) reste une procédure onéreuse et individuelle qui a surtout une valeur exemplaire, généralement sans efficacité immédiate.

Les libertés dans les armées forment un tout. La lutte pour les droits de la défense est inséparable

du combat d'ensemble pour les libertés démocratiques dans les camps, les bases et les casernes. Ainsi, ce qu'il s'agit d'exiger aujourd'hui du gouvernement, quelle que soit l'opposition des généraux, c'est la dissolution pure et simple des tribunaux militaires et l'abrogation du RDGA voulu et votés par la droite. Dans ce cadre, la bataille pour les droits inaliénables de la défense prend tout son sens. Pour imposer ces exigences, la meilleure voie demeure celle de la mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique aux côtés des soldats qui se battent depuis des années pour que leur soit enfin reconnu un statut de citoyen à part entière. L'initiative des parlementaires ligueurs peut, de ce point de vue, fournir un précieux encouragement.

J.-L. M.

UN HERITAGE COLONIAL EN LAMBEAUX

C E qui ressemblait au départ à une action d'opérette — le débarquement des marines argentins dans le petit archipel des Malouines — est devenu une crise internationale sérieuse et menace même de dégénérer en un conflit armé. L'initiative prise le 2 avril par la junte argentine répond d'abord à des objectifs intérieurs : restaurer la façade passablement décrépie d'une dictature confrontée à un développement des luttes populaires. Mais elle est aussi un révélateur, tout comme la riposte belliciste de Londres.

La plus vieille puissance impérialiste du monde — qui fut aussi en son temps la première — paie aujourd'hui les conséquences de décennies d'exploitation coloniale et de pillage des ressources de pays qu'elle s'était assujettis par la force. Les dirigeants britanniques peuvent bien à présent proclamer leur intention de « rétablir l'administration britannique sur les îles Malouines, même s'il faut se battre ». Ils ne peuvent longtemps faire oublier qu'il y a cent cinquante ans, l'empire fit main basse sur cet archipel, en chassa militairement les Argentins afin d'y établir une colonie de peuplement. Voilà sur quoi Margaret Thatcher s'appuie lorsqu'elle invoque la souveraineté de son gouvernement sur les Malouines. Cette situation ne fait d'ailleurs que nous rappeler que nombre d'Etats, de frontières dans le monde n'ont d'autre légitimité que celle imposée par des expéditions coloniales, des coups de force ou des guerres de rapine.

S I le Premier ministre britannique défend avec autant de virulence sa domination dans cette région, si elle envoie une escadre de quarante navires (avec, à leur bord, 5 000 hommes de troupe) croiser au large de l'Argentine — et cela, au risque d'un affrontement meurtrier —, c'est en raison de l'importance des enjeux. L'archipel occupe en effet une position stratégique non négligeable dans l'Atlantique sud, au débouché du cap Horn et les ressources pétrolières y paraissent prometteuses. Mais l'enjeu politique n'est pas moindre. L'action du gouvernement argentin a mis en lumière la crise de l'impérialisme britannique et les difficultés qu'il rencontre pour faire respecter sa sphère d'influence. Pour Londres, se laisser bafouer, c'était faire apparaître des faiblesses dont auraient pu profiter des peuples encore sous administration anglaise. En outre, un tel recul eut constitué une brèche sérieuse dans la politique des puissances capitalistes, visant actuellement, sous l'égide de Washington, à restaurer leur leadership sur le monde occidental et leurs capacités d'intervention contre les luttes de libération.

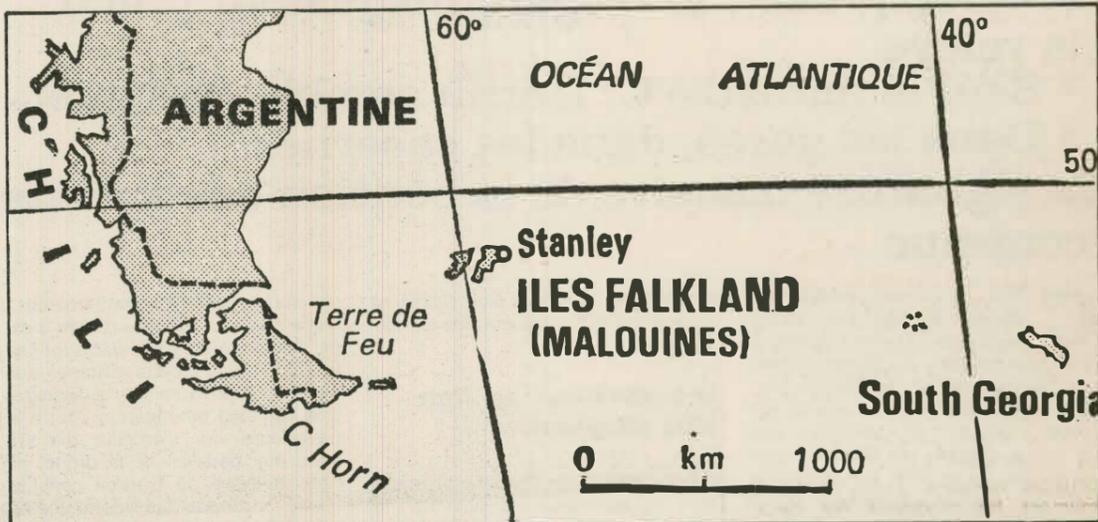
C'est pourquoi tous les anti-impérialistes doivent dénoncer la démonstration de force de la Royal Navy et ses préparatifs de guerre. Ce qui ne signifie pas pour autant apporter un quelconque soutien à la dictature de Buenos-Aires dont la politique de terreur et de régression sociale n'a pu se développer qu'avec l'appui financier, diplomatique et militaire de l'impérialisme, et qui ne cherche qu'à exploiter à son profit les sentiments nationalistes de la population.

TOUTES les métropoles occidentales font bloc autour de la couronne britannique, et condamnent « l'intervention militaire » argentine. Ce qui est pour le moins paradoxal de la part de ceux qui, il y a quelques semaines, ne dirent mot devant l'annexion de la Cisjordanie par Israël et qui approuvent les préparatifs américains pour étrangler la révolution en Amérique centrale. Il paraît probable que les derniers événements et les lenteurs de la riposte militaire de Londres vont justifier un renforcement des forces impérialistes d'intervention. Déjà le « Financial Times » du 3 avril écrivait que l'invasion « rappelle vertement que les forces conventionnelles ont un rôle à jouer, même à l'ère nucléaire ». Avec plus de vigueur encore que ses homologues, le gouvernement français a exigé « le retrait immédiat » des troupes de Buenos-Aires, choisissant ainsi de défendre sans la moindre réserve les intérêts internationaux de la puissance coloniale. Sur ce point aussi, l'action spectaculaire du général Galtieri agit comme un révélateur.

Les gouvernements occidentaux vont échafauder toutes les solutions diplomatiques pour éviter une confrontation armée entre « alliés » qui ne peut que nuire au camp impérialiste. Parallèlement, une campagne de propagande va prendre son essor pour fustiger les « nouveaux colonisateurs » argentins et justifier par-là même, les pratiques passées et présentes de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi il convenait de rappeler quelques vérités élémentaires.

6 avril 1982
Christian Picquet

• Par son action spectaculaire le général Galtieri veut restaurer le crédit d'un régime isolé, en butte aux luttes populaires et faire oublier les revendications urgentes des travailleurs



L'OCCUPATION DES MALOINES :

Une manœuvre théâtrale de la dictature argentine

EN débarquant dans la nuit du 1^{er} au 2 avril dans l'archipel des Malouines jusque-là administré par la couronne britannique, le régime argentin a provoqué une véritable crise internationale. Pour récupérer ce petit territoire — composé de 200 îlots s'étirant sur 193 km et situé à 950 km des côtes de l'Argentine — le gouvernement de Londres a décidé d'envoyer dans cette région près des deux tiers de la Royal Navy, et notamment le sous-marin nucléaire *Superb*, qui peut à lui seul couler toute la flotte argentine.

Découvertes en 1592, les îles Malouines (Falkland pour les Britanniques et Malvinas pour les Argentins) furent occupées en 1826 par l'Argentine. Elle en fut chassée en 1833 par les Anglais qui y implantèrent une population de colons. Depuis, cette zone peuplée d'environ 1 800 habitants — pour la plupart éleveurs de moutons — est l'objet d'un conflit entre Buenos-Aires et Londres.

Pourquoi aujourd'hui le coup de force du régime du général Galtieri ?

Six ans après son instauration, la dictature voit se lézarder sa domination. Le marasme économique gigantesque — un taux d'inflation dépassant les 100 %, un endettement extérieur atteignant 34 milliards de dollars, 1 800 000 personnes au chômage, l'industrie fonctionnant à 50 % de ses capacités — a provoqué le mécontentement grandissant des travailleurs tandis que les partis politiques bourgeois prenaient leurs distances, de même que la bureaucratie syndicale et l'Eglise (voir *Rouge* du 2 avril).

Estomper la crise de la dictature

Le 30 mars, dans le cadre d'un plan de lutte, la CGT — regroupement d'une partie de la bureaucratie — a appelé à une manifestation sur la place de Mai. La junte militaire a interdit cette manifestation et l'a réprimée sauvagement, comme à son habitude. A la suite d'affrontements d'une ampleur inégalée depuis plus de six ans, un manifestant fut tué, de nombreux autres bles-

sés et 2 000 personnes furent arrêtées. Il semble que des événements analogues se soient déroulés à Mendoza (où il y aurait eu également des morts), Cordoba, Rosario, Jujuy, les principales villes de l'intérieur du pays. C'est pour réclamer la libération des manifestants détenus que la CGT dut lancer un mot d'ordre de grève générale.

Devant le danger d'une telle situation, la junte militaire a trouvé une parade : les îles Malouines. Il est vrai que d'un point de vue historique et juridique cet archipel constitue une partie du territoire argentin occupé par une puissance impérialiste. Mais il n'est pas vrai que le peuple argentin soit confronté à un problème d'unité nationale et que le combat anti-impérialiste passe par la récupération des Malouines.

L'impérialisme est en effet confortablement installé à la « Casa Rosada » (le palais présidentiel), à la Banque centrale, les entreprises multinationales, les sociétés de crédit et les groupes financiers, et au sein des forces armées. Et il faut tout le mépris du peuple qu'affichent les généraux de Buenos-Aires pour croire que la classe ouvrière, passé le premier moment d'expectative, oubliera cette vérité élémentaire.

En se lançant, le 2 avril, dans l'aventure, l'armée poursuit plusieurs objectifs. Il s'agit en premier lieu, de justifier par les coûts de la « guerre », les 10 000 millions de dollars que les gouvernants ont dérobé dans les caisses publiques. Elle veut également se présenter comme le défenseur de la souveraineté du pays, en chevauchant le très fort sentiment anti-impérialiste de la population à l'égard d'une puissance qui a dominé la région jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. « Nous n'avons fait qu'interpréter les sentiments les plus profonds de la nation argentine », déclarait ainsi, au lendemain de l'invasion de l'archipel, le chef de l'Etat, le général Galtieri.

Enfin, la junte offre aux partis bourgeois et à la bureaucratie syndicale le prétexte rêvé pour abandonner l'opposition à laquelle les avait contraints le mécontentement populaire et pour justifier, dans la foulée, l'abandon des principales revendica-

tions, au nom de l'« unité de la patrie ». Déjà, la « multipartidite » (regroupement de l'opposition bourgeoise) et tous les politiciens ont apporté leur soutien à Galtieri et l'appel à la grève générale a été suspendu.

Défense de la souveraineté nationale ?

Le peuple argentin a maintes fois fait l'expérience de la façon dont les forces armées sacrifiaient la souveraineté nationale aux intérêts des puissances impérialistes. Pour les travailleurs, la souveraineté signifie, avant tout, le droit de décider de leur avenir, le droit de grève, d'association, de presse, d'expression, le droit au travail. L'ennemi, de ce point de vue, n'occupe pas les îles Malouines mais plutôt les entreprises nationales et multinationales qui, associées entre elles, leur ont dérobé des conquêtes produites par plus d'un siècle de combat.

La junte militaire va maintenant mettre à profit la situation qu'elle a elle-même créée et les menaces d'une contre-offensive britannique pour exiger la discipline, exalter l'esprit de sacrifice, militariser le pays au nom de l'effort de guerre, et détourner l'attention des masses de leurs propres revendications.

En face, dans son effort pour reconquérir la partie perdue de son empire, le gouvernement Thatcher bénéficie du soutien sans failles des puissances capitalistes. En Grande-Bretagne même, l'opposition entre conservateurs et travaillistes a fait place à l'unanimité pour la défense des possessions coloniales de la couronne. On a même pu voir le leader du Labour, Michael Foot, faire assaut de chauvinisme et attaquer le cabinet Thatcher pour ne pas avoir plus tôt usé de la force : « Les habitants des Falkland ont été trahis et la responsabilité de cette trahison revient au gouvernement. »

Tels sont les effets désastreux de cette escalade stupide et qui peut s'avérer meurtrière. Les travailleurs, à Buenos-Aires comme à Londres, n'ont rien à y gagner.

A. Heredia.

BELGIQUE : Après dix semaines d'affrontements sociaux

• Les heurts entre appareils syndicaux, l'absence de perspectives mobilisatrices et de solidarité en Europe, n'ont pour le moment pas permis de faire reculer le gouvernement

MARQUEE depuis près de deux mois par une succession de grèves et de manifestations parfois violentes, la riposte des travailleurs belges à la politique d'austérité du gouvernement de Wilfried Martens paraît être à présent à un tournant. La grève générale déclenchée le 22 mars dans la région de Mons-Borinage (près de la frontière française) s'est achevée sans avoir pu s'étendre à d'autres régions. Un mouvement de reprise du travail s'est opéré dans la sidérurgie wallonne. Enfin, à aucun moment les syndicats des deux grandes centrales (Fédération générale du travail et Confédération des syndicats chrétiens) n'ont pu se retrouver dans une action commune.

Dès le 30 mars, *la Libre Belgique* (quotidien proche du Parti libéral au pouvoir) criait victoire et décernait « un satisfecit pour un gouvernement qui sort vainqueur de son affrontement avec le monde syndical : le front commun s'est écartelé, la FGTB est en débandade (...) la CSC insiste sur le dialogue pacifique. Voilà donc le ciel dégagé ».

Le mouvement de luttes avait été provoqué par l'annonce d'un train de mesures anti-ouvrières, marqué par une remise en cause de l'« index » (l'indexation des salaires sur les prix), une réduction drastique des dépenses sociales et une nouvelle vague de licenciements. Il n'est donc pas étonnant que ces plans aient provoqué une véritable levée en masse de centaines de milliers d'ouvriers à travers tout le pays et plus particulièrement en Wallonie, que les restructurations industrielles menacent de transformer en désert.

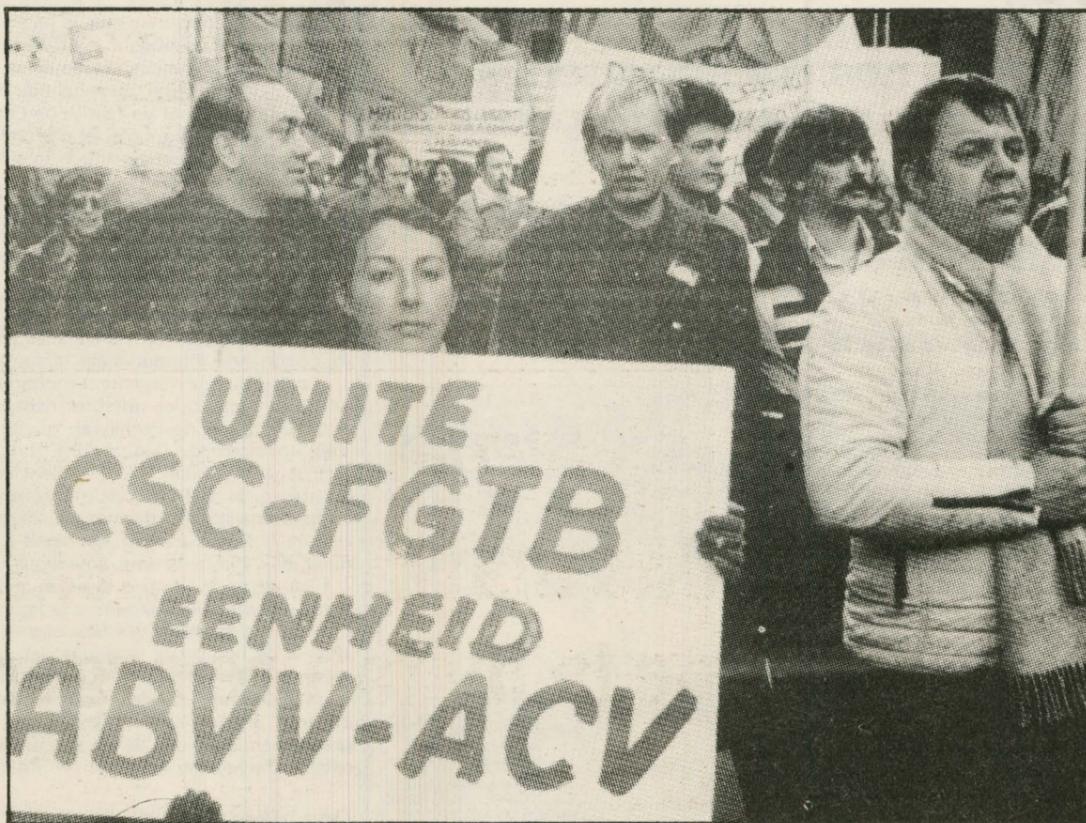
Indice de combativité, la grève nationale interprofessionnelle du 26 mars à l'appel de la FGTB a été un succès en Wallonie et à Bruxelles. Et la manifestation nationale de la CSC le lendemain dans la capitale a rassemblé des dizaines de milliers de personnes.

Le handicap de la division

L'absence d'unité entre les organisations syndicales a constitué l'un des principaux obstacles à la mobilisation. D'emblée, la CSC, qui entretient d'étroites relations avec le Parti social-chrétien (dont est membre le chef du gouvernement) a refusé toute initiative commune avec la FGTB, dont elle accusait les dirigeants (proche des socialistes) de vouloir « politiser » l'action.

Les heurts entre appareils de direction ont encore aggravé le décalage des rythmes de mobilisation entre les provinces wallonne et flamande (où la FGTB et la CSC sont respectivement majoritaires). Traditionnellement, du côté néerlandophone, l'Eglise et les partis réactionnaires sont influents, y compris sur la bureaucratie syndicale. En outre, cette province du Nord de la Belgique, d'industrialisation plus récente, est moins touchée par la crise économique.

Mais les dernières semaines ont montré que cette situation n'était pas insurmontable. A travers de multiples grèves (à Anvers, dans le Limbourg, etc.), nombreux sont les travailleurs flamands qui sont entrés dans le combat contre le gouvernement Martens et ont manifesté leur aspiration à l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière, sur des objectifs communs. Dans la manifestation na-



L'unité syndicale, une exigence présente dans toutes les manifestations.

tionale de la CSC, plusieurs délégations néerlandophones exprimaient cette exigence.

Absence de perspectives unifiantes

A la division effrénée a correspondu l'absence totale de perspectives politiques unifiantes et mobilisa-

trices. Du côté du syndicat chrétien, on a tout fait pour éviter que la vague de luttes ne débouche sur une mise en cause du bloc au pouvoir et pour limiter le champ de l'action revendicative à quelques mesures gouvernementales. Les bureaucrates se sont obstinément refusés à tout mouvement national de grève. Ce n'est que sous la pression de la base et devant la menace d'un éclatement de l'organisation — la CSC wallonne ayant refusé de suivre les consignes confédérales — qu'ils ont dû se

résoudre à organiser la démonstration du 27 mars. Jef Houthuys, le président de la confédération, résumait parfaitement ses objectifs : « La CSC est la seule organisation qui prône la nécessité de la modération. »

Bien que plus nettement engagée dans l'épreuve de force sociale, la direction de la FGTB s'est efforcée d'éviter la convergence des conflits. Elle a brisé toutes les initiatives qui pouvaient déboucher sur une grève

générale. Les permanents syndicaux ont ainsi usé de toutes les manœuvres pour interrompre le mouvement engagé dans le Mons-Borinage, malgré l'opposition de la base et les milliers de travailleurs qui durant cinq jours avaient participé aux piquets de grève.

Une première vague

Il convient d'ajouter que l'absence de toute solidarité du mouvement ouvrier européen a accru l'isolement des travailleurs belges. Elle a permis d'affaiblir certaines grèves, comme dans les chemins de fer ou la sidérurgie, en s'appuyant sur la passivité des syndicats des pays limitrophes. Et pourtant, au cours de la même période, les métallurgistes italiens organisaient l'une des plus importantes manifestations de ces dernières années et un arrêt de travail paralysait le Luxembourg, ce qui ne s'était pas vu depuis 40 ans.

Patronat et gouvernement auraient tort de crier victoire. Ils n'ont en effet réussi qu'à endiguer une première phase de luttes. Mais la classe ouvrière est loin d'avoir engagé toutes ses forces dans la bataille. L'ampleur et l'âpreté des derniers conflits, la diversité des secteurs concernés, le nombre des salariés engagés révèlent une situation explosive. La classe ouvrière belge n'accepte pas la perte de ses avantages acquis et le développement du chômage dans un pays dont 12 % de la population sont sans travail. En continuant de s'appliquer, les plans gouvernementaux vont provoquer de nouvelles réactions massives. Et dans les deux centrales syndicales, les secteurs les plus avancés ont fait l'expérience de l'impasse à laquelle mènent les orientations des directions réformistes. Ils sauront en tirer les leçons.

Christian Picquet

Les socialistes absents du combat

DEPUIS les dernières élections générales en Belgique, les socialistes wallons et flamands ne participent plus au gouvernement. Non d'ailleurs de leur propre volonté mais parce que la bourgeoisie a préféré mettre en place un cabinet soudé par une offensive d'austérité telle qu'ils ne pouvaient la cautionner sans risquer de se discréditer aux yeux des travailleurs.

A l'évidence, ce retour dans l'opposition a débloqué dans la classe ouvrière un potentiel de combativité qu'on a vu s'exprimer ces dernières semaines. Le PS est, il faut le rappeler, largement majoritaire en Wallonie et dans la FGTB, et ses dirigeants se sont prononcés pour la défense des avantages acquis par les travailleurs. Guy Spitaels, leader du parti en Wallonie, indiquait ainsi au mois de décembre : « Nous ne prêcherons pas la révolution. Mais si des réactions spontanées sont observées, nous ne resterons pas au balcon en disant bonne chance aux travailleurs. »

Il était donc particulièrement intéressant de suivre les travaux du congrès du PS wallon qui s'est tenu les 27 et 28 mars. Dans son texte d'orientation soumis aux délégués, « Faire face à la crise : rénover et agir », la direction tire tout d'abord

un bilan positif de sa participation au gouvernement de 1977 à 1981, aux côtés du Parti social-chrétien dont est membre l'actuel Premier ministre, Wilfried Martens. « Cette politique, est-il indiqué, a le mérite de ne pas avoir conduit aux remèdes extrêmes du néo-libéralisme. » C'est pourtant oublier que les différents cabinets dans lesquels ont siégé ses représentants n'ont fait que préparer le terrain à l'offensive présente de l'équipe au pouvoir. N'ont-ils pas, pour ne prendre que quelques exemples, fait baisser de 5 % les coûts salariaux des entreprises, engagé la restructuration sans reconversion de la sidérurgie et du textile, diminué les allocations chômage, réduit les salaires des fonctionnaires, augmenté les impôts indirects...

Face à une offensive bourgeoise sans précédent depuis des années, les socialistes entendent-ils s'opposer à toute politique d'austérité? Nullement. S'ils donnent la priorité à l'emploi par la réduction du temps de travail hebdomadaire à 38 heures, ils assortissent cette proposition d'une indication : « Si la croissance du commerce international se situe à un niveau trop faible d'ici 1985, il sera difficile de financer la réduction de la durée du travail sans une certaine compensation salariale. »

En clair, le PS fait, de cette manière, savoir au patronat qu'il ne s'opposerait pas à une diminution des rémunérations.

Le congrès des 27 et 28 mars s'est prononcé pour l'instauration immédiate d'un impôt sur le patrimoine immobilier et mobilier. Mais là s'arrête le radicalisme. Les textes d'orientation ne prévoient aucune réforme de structure ou nationalisation, y compris dans les secteurs où, face à un patronat décidé à préserver ses profits par une politique de démantèlement, de telles mesures seraient le seul moyen de préserver l'emploi.

On aura une idée des audaces de la social-démocratie belge avec l'un des objectifs adoptés par le congrès. Il s'agit de « l'exonération d'impôt aléatoire ». Au terme de cette disposition, l'impôt sur les sociétés resterait dû, mais non perçu tant que l'activité ou l'emploi pour lesquels l'exonération est accordée seront maintenus. Les patrons belges peuvent trembler!

Le flou des propositions économiques se retrouve au plan politique. Les socialistes wallons ne parlent que vaguement de « rassemblement des progressistes », de « la pénétration de nouveaux terrains de lutte », de l'alliance des partis francophones.

En restant à ce niveau de généralité, et en ne cherchant pas à renverser le gouvernement Martens (qui ne dispose pourtant que de six voix de majorité à la Chambre), ils se gardent toutes les possibilités d'un retour éventuel aux affaires. Mais surtout, ils esquivent le problème décisif de l'unité entre ouvriers flamands et wallons, alors que les différenciations régionales ont constitué le plus lourd handicap de la dernière vague de luttes.

Toute l'attitude de la force dominante du mouvement ouvrier wallon semble guidée par les seules préoccupations électorales. Cette philosophie, également partagée par les socialistes flamands, est resumée par Spitaels : « Laissez les gens faire l'expérience du néolibéralisme. Nous avons le temps d'attendre. » Peu importe le fait que les travailleurs subissent dès à présent les attaques réactionnaires contre leurs conditions de vie et de travail.

Les sociaux-démocrates sont bel et bien, ici, incapables de proposer une perspective politique unifiante au combat des travailleurs. Or, c'est là, l'une des causes des difficultés que rencontre la classe ouvrière pour mettre en déroute l'offensive d'austérité.

C. P.

GRENADE : Le troisième anniversaire de la révolution

QUEEN'S PARK, le stade de Saint-Georges, capitale de la Grenade, a été le lieu de nombreuses manifestations et meetings du peuple révolutionnaire. Le 13 mars dernier ne fit pas exception. 10 000 personnes y étaient présentes pour assister au meeting du troisième anniversaire de la révolution. Impressionnante mobilisation de masse dans ce petit pays d'environ 110 000 habitants.

A travers tout le pays, une multitude d'organisations permettant aux masses de prendre en main leurs propres affaires : organisation des femmes avec ses 6 500 militantes, organisation des jeunes avec ses 7 000 membres âgés de 14 à 22 ans, les milices au sein desquelles sont organisés plusieurs milliers de travailleurs — dont 35 % de femmes — les syndicats — qui ont connu une rapide croissance —, et enfin les multiples « conseils » de paroisse (appellation des districts administratifs), de zones ou de communauté.

Ces structures sont le point d'appui fondamental de la révolution. Ce sont elles qui permettent le développement de la mobilisation et de la conscience des travailleurs et du peuple.

A la fin du mois de janvier dernier, le « gouvernement révolutionnaire du peuple » (PRG) a convoqué une réunion nationale de 1000 délégués des différentes organisations de masse pour centraliser la discussion, qui avait été menée depuis deux mois, sur le budget 1982. Pendant toute une journée, les délégués, sur la base du rapport présenté par le ministre de l'Economie et du Plan, Bernard Coard, ont ainsi pu faire valoir leur point de vue dans le processus de prise de décisions économiques pour l'année qui s'ouvrait. Ce processus démocratique est d'autant plus important que 1982 a été déclarée « année de la construction économique ».

Des objectifs ambitieux

Grenade révolutionnaire reste une petite île très pauvre. Son économie reste encore dominée par les vieux rapports coloniaux. La production industrielle est quasi-inexistante : la plus grosse usine emploie 70 travailleurs. L'immense majorité de la population vit de l'agriculture. Les grandes productions agricoles sont essentiellement des produits d'exportation : noix de muscade, bananes, cacao et épices.

Depuis l'insurrection du 13 mars 1979 et le début de la révolution, le PRG essaie de changer cette situation. Une diversification de la production agricole est impulsée afin d'obtenir l'autosuffisance en matière alimentaire. Plusieurs entreprises agro-industrielles ont été créées pour transformer sur place les produits agricoles destinés à l'exportation. Cela devrait permettre, malgré les difficultés supplémentaires engendrées par la crise économique internationale, de dégager davantage de ressources en devises afin d'augmenter les investissements productifs et en équipements sociaux collectifs.

Les objectifs fixés sont ambitieux. Construire des logements, refaire le réseau routier (depuis 25 ans, pas un seul gramme de goudron n'a été mis sur une quelconque route), construire des écoles, creuser un nouveau port, défricher des terres, installer

• Un de nos collaborateurs séjournait dans cette petite île de la Caraïbe lors des cérémonies marquant l'anniversaire de l'insurrection du 13 mars 1979



des pêcheries, développer des coopératives agricoles...

Le plus important des chantiers est celui de l'aéroport international. C'est une nécessité vitale, l'aéroport existant ne pouvant accueillir que de petits avions à hélices emportant au maximum 48 passagers et un frêt dérisoire. Le chantier de l'aéroport où travaillent sans relâche 250 volontaires cubains est aux yeux de la population comme un symbole de la volonté de sortir le pays de la misère et du sous-développement.

Sortir du sous-développement... Ce n'est pas chose facile lorsque l'impérialisme américain fait tout son possible pour organiser un boycott du pays. Tous ses plans « d'aide » à la région excluent de manière explicite Grenade. On comprend, dans ce contexte, que les dirigeants du pays insistent sur le fait que sa principale ressource soit le travail de sa population et que le slogan le plus mis en avant cette année soit : « Travailler plus fort, produire davantage, pour construire Grenade. »

Le poids du secteur privé

Le rôle du secteur privé est un autre problème fondamental. L'économie reste en grande partie dominée par les lois du marché capitaliste. Le gouvernement, après la victoire de l'insurrection en 1979, a procédé à la nationalisation des biens de Gairy, le dictateur déchu. De ce fait, le PRG contrôle aujourd'hui une partie importante de l'économie, 40 % des terres par exemple. Les investissements publics sont déterminants (35 fois supérieurs aux investissements privés en 1981). Proportion qui révèle la faiblesse de la bourgeoisie grenadienne

mais aussi le sabotage économique auquel elle se livre. Car, malgré la confiscation de son pouvoir politique, son poids économique relatif reste important : bien qu'ait été créée une banque nationale et un organisme d'Etat pour l'exportation, elle continue à contrôler l'essentiel des activités bancaires des assurances et du commerce extérieur. Dans les mois à venir, et alors que l'affrontement des classes et le processus révolutionnaire s'approfondissent, la question du rôle et de la place de ce secteur privé ne manquera pas de se poser.

A Grenade, tout visiteur est frappé par l'extrême pauvreté. Tout est à faire. Il n'y a pas un seul objet métallique qui soit fabriqué sur place. Le moindre clou est importé... Symbole de la dépendance qu'ont produit des siècles d'exploitation coloniale. Cela doit conduire les anti-impérialistes du monde entier à exiger de leurs gouvernements qu'ils apportent une aide économique réelle à ce petit pays, sans conditions politiques.

L'importance donnée par le PRG et le New Jewel Movement (le parti au pouvoir) à son appui à la révolution en Amérique centrale et à la solidarité avec Cuba montre que les révolutionnaires de Grenade semblent avoir profondément conscience que l'extension de la révolution dans d'autres pays les aidera à avancer chez eux. Défendre la révolution à Grenade, c'est aussi développer la solidarité avec l'ensemble des luttes des peuples de la Caraïbe et d'Amérique centrale. Cette solidarité permettra d'accélérer la marche à la création d'un nouvel Etat ouvrier dans la région : l'Etat ouvrier grenadien.

Xavier Sauteurs

A propos d'une conférence internationale de soutien à la résistance afghane

LE Congrès international de solidarité à la résistance afghane s'est tenu à Florence les 26, 27 et 28 mars, convoqué par les mouvements d'aide européens et sous le patronage de la ville et de la province de Florence. De bout en bout, il a manifesté les différences d'objectifs des organisations et personnalités rassemblées là au nom du droit du peuple afghan à disposer de lui-même, du refus de l'invasion soviétique, de l'exigence du retrait des troupes, et en faveur de l'aide la plus totale à un peuple héroïque, dont un quart a dû s'exiler et dont le reste résiste passivement sous la botte ou activement les armes à la main sur 90 % du territoire, incontrôlé par l'occupant.

Cette apparente identité d'objectifs n'a pas empêché ce congrès d'être une tour de Babel, du fait de l'éventail politique le plus distendu, aussi bien des mouvements d'aide et des participants occasionnels que des organisations afghanes d'opposition qui développaient, en général en feignant leur langage, les discours les plus inconciliables.

L'approbation et l'aide des pouvoirs publics italiens contribuaient à donner à cette assemblée une curieuse ambiguïté : mi-rassemblement militant et mi-conférence internationale diplomatique.

La façade était largement monopolisée par la diplomatie « sérieuse ». Aux tables d'honneur, les notables richement enturbannés des partis islamiques dits « libéraux » de Peshawar, où les parents de l'ex-roi côtoyaient les anciens ministres de Daoud (1). Et une majorité d'interventions — en général fort pauvres de contenu — étaient de députés de l'Assemblée européenne, sénateurs de la Démocratie chrétienne ou ex-diplomates à Kaboul, avec, comme intellectuels de marque, flanquant Ellenstein, Michel Voslensky, auteur de *la Nomenklatura*, qui tenait à apparaître comme le théoricien scientifique de l'« impérialisme soviétique », et l'inévitable Bernard-Henry Lévy.

Toutefois, le congrès avait un autre versant, celui des délégués combattants — cantonnés d'ailleurs à la figuration — des représentants des mouvements de la gauche révolutionnaire — qui ne parlèrent qu'au matin du dernier jour — de nombreux délégués des partis ouvriers et des syndicats, du PC italien, du PSU, d'Initiative communiste à la CFDT et des mouvements militants d'aide qui, pour avoir le minimum de moyens n'en sont pas moins ceux qui font le plus, et dont les porte-parole martelèrent unanimement — au grand scandale d'un délégué américain qui y vit de l'« obscurité » — le parallèle Afghanistan-Salvador et Pologne-Guatemala.

Des objectifs divergents

Les objectifs des deux ailes étaient visiblement aussi divergents que les discours. Il semble bien que les forces réactionnaires présentes là aient comploté un petit projet qui foira de peu. Le 13 mars — soit à la veille même du congrès — les trois partis « libéraux » de Peshawar, s'étaient constitués en Alliance islamique des mujahiddins d'Afghanistan et proclamaient haut et fort leur représentativité géographique et numérique de la résistance. Tout se passait comme si, à partir de cette unité prétendument réalisée, démocrates-chrétiens, RPR, etc., cherchaient un aval du congrès pour faire reconnaître par des gouvernements européens cette Alliance comme l'expression politique authentique de la résistance, l'interlocuteur qualifié au plan diplomatique, et en France, obtenir une arme contre la coalition socialiste-communiste au gouvernement.

La gauche du congrès était cependant trop lucide pour entériner une telle opération. Les représentants du Front uni national (Samma) et du Front modjahed précisaient que l'unité de la résistance n'était pas réalisée et était un objectif à atteindre. Il est clair que cela ne se fera pas sans programme, c'est-à-dire sans perspective d'un Afghanistan nouveau qui ne reviendra pas aux conditions mêmes qui l'ont amené là où il en est, conditions qui furent le sujet tabou du congrès de Florence, caché par la simple dénonciation de l'« expansionnisme soviétique ». Cela veut dire qu'il n'y a pas d'unité nationale possible avec les partis réactionnaires de Peshawar.

Il est clair cependant que, pas plus dans ce cas qu'ailleurs, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut se défendre avec qui que ce soit qui le piétine en un autre point du monde ni la liberté avec les oppresseurs de la veille et de demain. C'est pourtant en ce sens que va la résolution du congrès de Florence et pourquoi elle est inacceptable. Ainsi, la « résistance » est présentée comme une unité sans précisions, appel est fait aux « partis démocrates sans distinction idéologique », ce qui couvre n'importe quel réactionnaire anticommuniste et ne peut servir que les manœuvres diplomatiques bourgeoises. Il faut le dire, dans la Babel de Florence, des mouvements tels que le MSRA français se sont fait piéger dans une entreprise qui ne peut qu'aller à l'encontre de leurs objectifs.

Michel Lequenne

(1) Le prince Daoud fut au pouvoir jusqu'au 27 avril 1978.

No 122

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

EL SALVADOR
Des élections qui ne règlent pas la crise de la junte

ISRAEL
Begin veut annexer la Cisjordanie

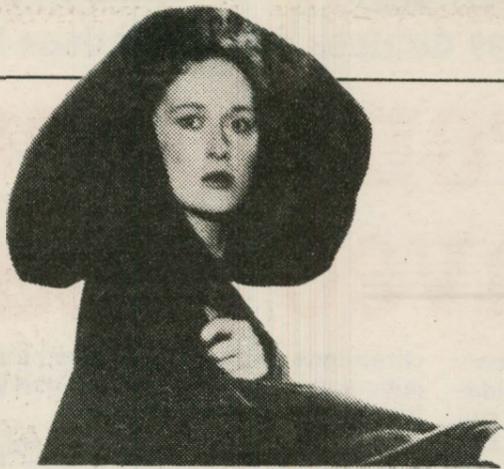
CAMBODGE
Le radicalisme sanglant des khmers rouges

INPRECOR

Au sommaire :

- La stratégie américaine en Amérique centrale et un entretien avec J.-P. Beauvais à propos de la situation de Cuba, du Nicaragua, et de la révolution salvadorienne.
- Le programme de la junte militaire polonaise.
- Cambodge : A propos du radicalisme sanglant des khmers rouges.

La Maîtresse du lieutenant français de Karel Reisz



AU départ, un gros succès de librairie (on le trouve pour une trentaine de francs, dans la collection de poche Points-Seuil, *Sarah et le lieutenant français*, de John Fowles); un livre passionnant et séduisant, une expérience littéraire de fusion du roman traditionnel et de l'avant-garde; Fowles y raconte une histoire d'amour victorienne, traditionnelle, sans dissimuler qu'il la

raconte aujourd'hui: il commente son récit aux lumières de Marx et de Freud; il intervient, interpelle le lecteur. Et le roman ne perd pourtant rien de sa séduction au premier degré. Transcrire sur l'écran une telle expérience était une évidente gageure; avec l'approbation de Fowles, le cinéaste Karel Reisz et le scénariste Harold Pinter trouvèrent une correspondance géniale. A un roman écrit se mélangeait un commentaire écrit; à un récit filmé se mélange une autre histoire, celle, moderne, des acteurs qui jouent dans un film retraçant l'histoire. Il ne s'agit pas du « film dans le film » (on ne voit pas de scènes de tournage); ce « procédé » aboutit à un résultat analogue à celui du livre, c'est-à-dire que demeure intacte une séduction romanesque classique, une identification du spectateur, malgré la technique d'avant-garde des deux histoires (ancienne, moderne) combinées; et cette réussite (analogue à celle de Resnais et Mercier dans

« Sarah et le lieutenant français ».

« Sarah, bien sûr, en est consciente, elle sent qu'elle séduit un homme qui veut être progressiste, qui regarde vers le XX^e siècle. Pour moi, le darwinisme dans le film montre que Charles a la liberté dans la tête alors que Sarah l'a dans le cœur. C'est cela qui est la notation importante et non un commentaire précis de Darwin. »

Karel Reisz, interview dans « Positif » n° 252

Providence) tient, même si cette considération est banale, au « talent » de ses auteurs, aussi bien Reisz et Pinter que Meryl Streep (hallucinante tragédienne) ou Freddie Francis (chef opérateur, responsable des sous-bois ombreux, des blancs décors modernes, des bas-fonds londoniens à la Jack l'Eventreur).

P.-L. Thirard

« Quand Charles eut laissé Sarah sur sa corniche de la falaise, je lui avais ordonné de rentrer directement à Lyme Regis. Mais il n'en fit rien. De son propre mouvement il s'écarta de sa route pour descendre à la laiterie.

« Allons donc, direz-vous — ce qui s'est passé en réalité, c'est qu'en écrivant il vous est venu à l'esprit qu'il serait plus astucieux de le faire s'arrêter, boire du lait... et rencontrer à nouveau Sarah! C'est certainement là une explication valable. Mais je ne puis faire autre chose que dire — et en cette affaire, je suis vraiment le seul qui puisse témoigner — que l'idée m'a paru clairement de Charles, et non pas de moi-même. »

John Fowles,



L'ÉTOILE DU NORD de P. Granier-Deferre

IL y a chez Simenon un côté rétro, qu'on peut gommer (comme Tarvernier dans *l'Horloger de Saint-Paul*) ou accentuer (comme le fait ici Granier-Deferre). Le résultat en est ce film irritant et séduisant, qu'on dirait pasticheur (à la façon dont les Américains aujourd'hui se pastichent, leur Simenon est Cain).

Imaginez *l'Étoile du Nord* avec Françoise Rosay, Arletty, le Pierre Brasseur d'avant-guerre... et Le Vigan en grabataire! La reconstitution maniaque des ambiances, comme le jeu des comédiens, ap-

puie dans ce sens: jusqu'à la photo couleur de Glenn, qui s'efforce de restituer les valeurs noir et blanc des films de Feyder.

Le malheur c'est qu'il n'y a pas grand-chose d'autre dans cet exercice de style. Noiret, petit excroc devenu assassin et mythomane, la pension qui lui sert de substitut familial... on sent, par moment, un pâle écho de son personnage de *la Grande Bouffe*, quand il se faisait mater, non par Signoret, mais par Andréa Ferréol. On est, en tout cas, à des lieues de cette *Etrange Affaire*, le dernier film de Granier-Deferre, tourné à la va-vite, éclatant de talent et de puissance. Ici, la loco est un peu poussive.

P.-L. Thirard

Le Pont du Nord, de Jacques Rivette

LES cinéastes dits de la « nouvelle vague », l'un de ceux qui eurent l'itinéraire le moins tapageur, le plus exigeant, est sans conteste Jacques Rivette. L'histoire qu'il nous raconte dans *Le Pont du Nord* est construite, apparemment, comme un mélange de film policier et de science-fiction: une femme, sortie de prison, en rencontre une autre, peut-être venue d'une autre planète; l'ami de la première cherche à dissimuler certains documents, que d'autres gens mystérieux essaient de récupérer. La conclusion n'éclaircit rien; peut-être tout s'est-il déroulé entre paranoïques se confirmant mutuellement dans leur délire. L'important est le cheminement de ces deux femmes (que la caméra ne quitte pratiquement jamais) dans ce Paris quotidien et mystique à la fois que recrée le cinéaste, ce sens du mystère qui imprègne les gestes les plus simples, ce soupçon que nous avons soudain d'une « conjuration » qui nous prendrait, nous spectateurs, pour victimes. « Un parano c'est celui qui a tout compris », phrase du dernier Ferreri-Bukovsky, pourrait être l'exergue de ce film, qui se relie, de l'aveu même de son auteur, à *Paris nous appartient* et à *Out one plus qu'à n'importe quel autre* de ses films. Sancho Pança et Don Quichotte? Peut-être, aussi. Mais pas si sûr de bien identifier lequel est laquelle.

P. L. Thirard

ANNEES D'ALLEMAGNE

ON le voit à travers l'œuvre complète d'un Fassbinder, c'est par le cinéma et la littérature que les Allemands partent à la reconquête de leur histoire récente. Après *Allemagne mère blafarde*, la fin des années trente et la fin de tout, après *les Anges de fer*, le très beau film de Thomas Brash, la fin des années quarante, la vie qui renaît, hésitante, affranchie des morales qui ont conduit au chaos, la vie et la ville terrain vague, zone, c'est encore à la chronologie du temps qui passe que Margarethe von Trotta fait retour avec *les Années de plomb*. Allemagne: années cinquante, années de plomb; 1968 et la suite, années « politiques »; 1980, année du bilan. Maigre bilan où les exécutions policières maquillées en suicide n'intéressent plus grand-monde, où la recherche de la vérité, d'un peu de vérité, est une aventure moralement et physiquement solitaire. Deux sœurs, une journaliste féministe et une « desesperada » de la révolution, plus qu'un peu les sœurs Ensslin, deux regards allemands et deux regards sur l'Allemagne. Von Trotta ne sait peut-être pas très bien si elle doit tenir la balance égale entre les deux, ou être soi-même une troisième inter-

locutrice dotée d'un jugement particulier, ou encore épouser complètement la cause de l'une au détriment d'une équité qui ne saurait être qu'abstraite. Certes, les interventions militantes au premier degré sont un peu passées de mode et le film est plus centré sur les relations entre deux personnes « privées » qu'entre les parties prenantes d'un enjeu politique, même si cette confrontation utilise un « attirail » politique qui appartient désormais complètement à la fiction cinématographique. La grande valeur émotionnelle du film passe par la rencontre du spectateur avec son propre savoir, son propre comportement, ses propres expériences.

Taxi Zum Klo, de Frank Ripplloh, 1982, ce coup-là, se pose moins de problèmes: sa vérité et sa démarche sont rectilignes. Berlin encore, toujours le « bord » du monde. Bien qu'il raconte une histoire d'amour homosexuel aussi banale qu'un bon mélo hétéro, c'est un film joyeux, optimiste bien qu'amer, ironique. Peut-être l'amorce d'une nouvelle génération de films homos: on n'a plus ni à s'expliquer, ni à se justifier, ni à protester de sa liberté et contre la répression. On n'a plus à montrer, dire comment ça marche. Voilà, c'est comme ça. Qu'en faire? Des films, pourquoi pas.

Piotr Gourmandisch



REPRISES

AVEC *M le Maudit* et *les Espions* de Fritz Lang, *Connaissance du cinéma* poursuit sa redécouverte du premier cinéma allemand. Si *le Maudit* a depuis toujours le statut d'un grand chef-d'œuvre du muet, *les Espions* est beaucoup moins connu. Feuilleton policier dans la grande tradition des *Mabuse*, il met le point final à la dramaturgie du « serial » dans une invention constante de cinéma qui annonce aussi bien Hitchcock que « le retour de la grande aventure », le film noir que la bande dessinée façon Hergé-Jacobs. Une esthétique fondatrice, souveraine, incontournable. *Femmes de la nuit* est un film assez exceptionnel dans l'œuvre de Mizoguchi. Une sorte de vérisme « dur », cru dans ce qui est montré et dans la manière dont

c'est montré. D'un cinéaste au tempérament serein et « sensible », de telles images (la prostitution, la misère morale) étonnent comme si ce cinéaste de la femme, pour employer l'expression consacrée, voulait rompre avec une hauteur de vue incompatible avec le Japon de l'après-guerre, pour se perdre très bas dans le sordide et dans une passion déchirante pour les raisons d'espérer. *L'Homme à la peau de serpent* c'est un peu l'impossible quadrature du cercle: Tennessee Williams dessus; Lumet, dessous; Brando, un peu à côté; Magnani, étrangère en pays étranger; Woodward, folle en pays fou — raisonnable donc. Quant tout ce monde se retrouve au même endroit et au même moment, quand toutes les forces éparées entrent en phase, ce qui était latent, hybride, oppressant s'habite d'une force aveugle, s'éclaire des couleurs de l'incendie.

P. G.



- Samedi 20 h 30 (FR3) Festival de la chanson française de Bourges
- Dimanche 22 h 30 (FR3) *Le Fil du rasoir* d'E. Goulding (1947) d'après le roman de Somerset Maugham avec Gene Tierney et Tyrone Power.
- Lundi 13 h 35 (TF1) *Tycoon*, de Richard Wallace... un John Wayne de 1947!
- 20 h 35 (TF1) *Quasimodo* de William Dieterle avec Charles Laughton et Maureen O'Hara, la plus belle adaptation cinématographique du roman de Victor Hugo!
- 20 h 35 (A2) *Madame Butterfly*, opéra en trois actes de G. Puccini.

- Le Philharmonique de Vienne dirigé par H. Von Karajan essaiera de ne pas couvrir les voix de Mirella Freni et Plácido Domingo...
- Mardi 20 h 30 (TF1) *le Refus de la peur* une enquête (utile) de Roger Pic et J.-P. Liegeois sur les jeunes délinquants.
- 20 h 35 (A2) *la Diabliesse en colant rose* de Georges Cukor avec Sophia Loren et Anthony Quinn; une « comédie-western » sur le monde du spectacle; un film qui possède beaucoup de points communs avec *le Carrosse d'or* de Jean Renoir...
- Mercredi 17 h 35 (A2) *les Car-*

- nets de l'aventure* continuent à vous proposer des films à vous couper le souffle: d'abord la descente à la nage du torrent du Mont-Blanc... puis *Sky Dive*, des arabesques dessinées dans le ciel et en chute libre... par près de cinquante jeunes parachutistes civils...
- Jeudi 16 h (A2) *Chili: Voyage au bout de la droite*, une excellente enquête de Chantal Baudis et José Maria Berzosa.
- Vendredi 21 h 30 (A2) *Tu m'as sauvé la vie* de Sacha Guitry avec « soi-même » et Fernandel...

M. Laszlo

Réunies les 27 et 28 mars à Mexico, des dizaines d'organisations lancent un appel :

Pour un Front mondial de solidarité avec le Salvador

Les 27 et 28 mars, plusieurs dizaines d'organisations ont lancé, depuis Mexico, un appel à la constitution d'un Front mondial de solidarité avec le Salvador. Ce front entend coordonner toutes les forces qui reconnaissent le FDR-FMLN comme l'unique représentant du peuple salvadorien. Il souhaite développer son action sous la forme la plus unitaire, contre les menaces d'intervention américaine dans ce pays et plus généralement en Amérique centrale, pour le respect du droit à l'autodétermination du peuple salvadorien et pour faire connaître au niveau international les positions politiques du FDR-FMLN.

D'ores et déjà, il s'agit d'un large cadre d'action — la liste des organisations et associations participantes et leurs pays d'origine sont éloquentes — qui peut permettre de démultiplier l'impact du mouvement de solidarité et de coordonner ses initiatives à l'échelle internationale.

Cette initiative prend place au moment où les élections à l'Assemblée consultative du Salvador, le 28 mars dernier, ont débouché sur l'aggravation de la crise de la dictature. La coalition des partis d'extrême droite a remporté 36 sièges contre 24 à la Démocratie chrétienne qui portait les espoirs des Etats-Unis. Pour Reagan, ce résultat est un échec. L'accession au pouvoir du major d'Aubuisson — qualifié, il n'y a pas si longtemps, de « tueur psychopathe » — ruinerait tous les efforts entrepris pour donner un minimum de respectabilité au régime. Mais il ne sera pas simple de remettre en selle le leader de la Démocratie

chrétienne, Napoleon Duarte. L'armée est en effet plus divisée que jamais et certains secteurs envisagent un coup d'Etat au cas où on les frustrerait de leur victoire.

Cette impasse a bien vite estompé les discours triomphants sur l'importance d'une participation électorale obtenue essentiellement par la force et la menace. De toute évidence, la « consultation » du 28 mars va déboucher sur un nouvel affaiblissement du régime qui entraînera un durcissement de la guerre civile, l'oligarchie entendant défendre par tous les moyens son pouvoir ébranlé.

Il n'est guère besoin dans ce cadre de montrer l'importance du mouvement international de soutien au peuple salvadorien. Le forum de Mexico entend élargir son appel au maximum d'organisations, de syndicats, d'associations et de personnalités. Une campagne massive de signatures doit être rapidement organisée dans les différents pays afin d'exiger l'arrêt de l'aide américaine à la dictature et s'opposer à toute forme d'intervention. Ces pétitions seront envoyées à la Maison-Blanche. Enfin, les organisations européennes parties prenantes de cette initiative entendent faire du 1^{er} Mai et de la visite de Reagan en juin des temps forts de leur action. Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'appel issu de la réunion des 27 et 28 mars.

C. P.

Nous déclarons à tous les peuples et gouvernements du monde

1) Que la lutte du peuple salvadorien est un mouvement social qui a de larges et profondes racines nationales ; inséré dans la réalité d'un continent dont les peuples se rebellent contre l'injustice, l'oppression et la misère.

Face aux élections frauduleuses, aux coups d'Etat répétés, aux diverses formes de manipulation idéologique et politique, à l'assassinat de nombre de ses meilleurs fils, le peuple salvadorien se trouve devant le choix historique de l'insurrection, comme la forme la plus élevée de la lutte démocratique pour conquérir la justice, préserver la dignité et récupérer la souveraineté nationale.

2) Que le peuple du Salvador a forgé les organes représentatifs auxquels il accorde un appui total et massif : le Front Farabundo Marti pour la libération nationale et le Front démocratique révolutionnaire. Ces organisations unitaires, qui conduisent la lutte pour un gouvernement démocratique révolutionnaire, sont les seules qui représentent authentiquement la nation salvadorienne, les interlocuteurs habilités et les dépositaires du consensus populaire.

3) Que la junte démocrate-chrétienne est :

● Coupable des crimes les plus graves d'atteinte à l'humanité et de génocide ; de maintien d'un régime d'assassinats, de tortures et d'humiliations contre le peuple salvadorien.

● Coupable de haute trahison pour avoir livré la nation salvadorienne à l'impérialisme et aux monopoles nord-américains, et permis que les mercenaires et soldats des armées du Honduras, d'Argentine, du Chili, de Colombie, du Guatemala, du Venezuela, d'Uruguay, du Paraguay, Israël et des Etats-Unis massacrent le peuple et aient déjà entre leurs mains la conduite stratégique de la guerre. (...)

4) Que les facteurs économiques, sociaux et politiques de caractère interne sont les causes déterminantes de la situation révolutionnaire actuelle au Salvador. Les révolutions ne s'exportent pas. Nous dénonçons donc les tentatives pour impliquer Cuba, le Nicaragua, le Vietnam et l'Union soviétique dans le processus révolutionnaire salvadorien, comme le font les campagnes internationales de manipulation de l'information, telles que le Livre blanc, fabriqué par la CIA, ou l'opération faillie « Tardencillas ». Nous condamnons la prétendue « Communauté démocratique centre-américaine » ainsi que le plan Reagan « d'aide » économique pour



Aux Etats-Unis même, Reagan se heurte à une opposition de masse croissante

l'Amérique centrale et la Caraïbe, comme des instruments interventionnistes dans la région.

Nous soutenons sans condition les peuples et processus révolutionnaires de Cuba, du Nicaragua, et de Grenade, et nous nous solidarisons particulièrement sans restrictions avec le peuple guatémaltèque dans son progrès révolutionnaire impossible à contenir, dirigé par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, ainsi que la lutte de tous les peuples d'Amérique latine pour conquérir leur indépendance et leur libération définitive.

5) Que nous saluons la lutte anti-interventionniste des peuples et prévenons qu'avec eux nous ne tolérerons pas que des troupes étrangères envahissent le Salvador. (...) Nous dénonçons en particulier la façon dont l'intervention militaire directe des Etats-Unis et de ses alliés au Salvador se développe avec la construction des bases militaires dans le golfe de Fonseca et au Honduras, avec le déplacement des réfugiés salvadoriens à la frontière du Honduras, avec les manœuvres de l'OTAN dans la Caraïbe, les menaces contre Cuba et les attaques contre le Nicaragua, ainsi que l'utilisation du territoire panaméen par le gouvernement américain pour

l'entraînement de forces spéciales d'intervention au service des dictatures du continent, violant ainsi la souveraineté de la République panaméenne. Tout cela s'oriente vers l'intervention directe de troupes, actuellement préparée par les gouvernements de Colombie, d'Argentine, du Chili, du Paraguay, du Venezuela et les autres dictatures soumises à l'impérialisme américain.

Tout ceci implique la régionalisation de la guerre dans un moment de tension mondiale extraordinaire, menace directement la lutte pour la paix qui ne pourra l'emporter que lorsque les peuples réaliseront les transformations nécessaires pour éliminer les injustices, l'exploitation et l'oppression.

6) Que la reconnaissance du FMLN-FDR comme force représentative par le Mexique et la France, soutenue par de nombreux gouvernements et peuples du monde, renforce davantage les forces qui, au niveau international, ont adopté des positions contraires à l'intervention des Etats-Unis et de ses alliés au Salvador, et, en conséquence, conduit les peuples à faire leur cette reconnaissance, et à défendre le droit du peuple salvadorien à l'autodétermination, à exiger de leurs gouvernements qu'ils demandent dans toutes les instances internationales

le retrait immédiat de tous les conseillers militaires étrangers, l'arrêt de toute aide militaire du gouvernement des Etats-Unis et de ses alliés à la junte militaire démocrate-chrétienne, le respect de la décision libre et souveraine du peuple salvadorien au

moment de déterminer le régime social et le type de gouvernement qu'il veut. (...)

9) Que nous appuyons l'initiative du FMLN-FDR et de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires du monde pour exiger une solution politique au conflit salvadorien, ainsi que les propositions présentées par l'Initiative socialiste et le président du Mexique, respectant les intérêts fondamentaux de ce peuple héroïque. Nous rejetons donc la farce électorale que le peuple du Salvador a répudiée, la considérant comme un échec politique de plus pour la junte militaire démocrate-chrétienne et pour le gouvernement de Reagan.

10) Que le peuple salvadorien a un besoin urgent de toute la solidarité du mouvement populaire démocratique et révolutionnaire du monde. Nous appelons toutes les organisations politiques, religieuses et sociales à joindre leurs forces au grand torrent de solidarité des peuples, à organiser et développer la solidarité avec le Salvador.

C'est pourquoi nous décidons :

1) De construire un front mondial de solidarité avec le peuple salvadorien et de mettre en pratique un plan d'action qui corresponde à notre engagement historique de solidarité avec les besoins de la révolution salvadorienne.

2) D'inviter toutes les organisations politiques, syndicales, sociales et religieuses à signer et diffuser le présent appel.

Face à l'intervention impérialiste, solidarité internationale des peuples !

Plusieurs centaines d'organisations ont participé à la réunion constitutive du Front mondial de solidarité avec le Salvador :

● 101 organisations et associations politiques, syndicales, culturelles, féminines du Mexique, parmi lesquels nos camarades du PRT (section de la IV^e Internationale).

● 14 représentations permanentes d'organisations latino-américaines ou américaines à Mexico.

● 66 comités, syndicats et associations de solidarité du Venezuela, des Etats-Unis, du Nicaragua, du Québec, du Canada, d'Equateur, d'Allemagne, de Suisse, de Panama, de République Dominicaine, du Honduras, de Cuba, du Costa-Rica, de Hollande, du Portugal, de Grande-Bretagne, du Honduras, du Pérou, de Belize, d'Espagne, d'Australie, du Vietnam, la Fédération syndicale mondiale...

● Pour la France participent le comité de solidarité avec le peuple salvadorien, France-Amérique latine et la Fédération internationale des droits de l'homme.

● 15 organisations et partis politiques : Parti socialiste du Honduras, Ligue socialiste du Venezuela, Parti du peuple de Panama, PC d'Espagne, OLP. Le secrétariat unifié ainsi que plusieurs sections de la IV^e Internationale étaient également représentés : PSR de Colombie, PSO de Suisse, PRT du Pérou, MRT d'Equateur, SWP d'Australie, LCR d'Espagne, de même que nos camarades du SWP des Etats-Unis.